

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	70 fr.	40 fr.
Étranger (Pays à demi-tarif)	100 fr.	60 fr.
Étranger (Pays à plein tarif)	120 fr.	70 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 3. fr.
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 3. fr. 50
Étranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	4 fr.
Minimum	20 fr.
La page	400 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	20 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1888		
11 mai	— Loi relative à la presse	544
1902		
30 mars	— Loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1902	544
1903		
2 avril	— Loi concernant les opérations du 2 ^e tour de scrutin dans les élections législatives, départementales et municipales	544
1936		
20 mars	— Loi modifiant la loi du 20 mars 1914 réglementant l'affichage électoral	544
1945		
25 juillet	— Décret N° 45-1663 modifiant les articles 134 et 135 du décret du 2 mars 1910 portant réglementation des soldes et allocations accessoires des fonctionnaires et agents des services coloniaux. (Arrêté de promulgation N° 562 Cab. du 4 octobre 1945)	538
29 juillet	— Décret N° 45-1699 autorisant à titre exceptionnel des dérogations temporaires aux règles de recrutement dans les cadres généraux du personnel relevant du ministère des colonies. (Arrêté de promulgation N° 563 Cab. du 4 octobre 1945)	540
29 juillet	— Décret N° 45-1705 portant modification du décret du 3 juillet 1897 sur les déplacements des fonction-	

naires employés et agents des services coloniaux ou locaux. (Arrêté de promulgation N° 564 Cab. du 4 octobre 1945)

18 août	— Décret N° 45-1867 modifiant, pour compter du 15 avril 1945, l'article 2 du décret du 2 décembre 1944 portant majoration de l'indemnité spéciale temporaire allouée aux bénéficiaires des pensions de la caisse intercoloniale des retraites. (Arrêté de promulgation N° 565 Cab. du 4 octobre 1945)	541
30 août	— Décret N° 45-1962 fixant dans les territoires d'ouïre-mer relevant du ministère des colonies les modalités des opérations relatives aux élections prévues par l'ordonnance du 22 août 1945. (Arrêté de promulgation N° 539 Cab. du 26 septembre 1945)	542
21 septembre	— Ordonnance N° 45-2145 fixant les modalités de la participation des territoires d'ouïre-mer relevant du ministère des colonies au référendum institué par l'ordonnance du 17 août 1945. (Arrêté de promulgation N° 555 Cab. du 2 octobre 1945)	544

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

1945		
7 septembre	— N° 2.729 AP. — Arrêté portant application de l'article 5, alinéa B. 6 de l'ordonnance du 22 août 1945 fixant le mode de représentation à l'assemblée nationale constituante des territoires d'ouïre-mer relevant du ministère des colonies.	545
28 septembre	— N° 2.991 AP. — Arrêté fixant les modalités d'application de l'ordonnance du 21 septembre 1945 relative à la participation des territoires	

d'outre-mer relevant du ministère des colonies au référendum institué par l'ordonnance du 17 août 1945

545

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1945

6 septembre	—	N° 490 F. — Arrêté portant prélèvement exceptionnel sur la caisse de réserve du Territoire	546
18 septembre	—	N° 519 C.F.T. — Arrêté portant modifications aux tarifs des chemins de fer du Togo.	546
18 septembre	—	N° 520 C.F.T. — Arrêté modifiant les tarifs d'exploitation du wharf de Lomé	547
24 septembre	—	N° 538 F. — Arrêté portant ouverture de crédits supplémentaires au budget local du Togo — exercice 1945	547
26 septembre	—	N° 541 AE. — Arrêté modifiant et complétant l'arrêté N° 333 AE. du 17 juin 1945 réglementant la sortie des denrées alimentaires et de savon sous forme de colis postaux, paquets poste et envois similaires, provisions de route et de ménage, pacotille	548
29 septembre	—	N° 552 APA. — Arrêté portant ouverture de la campagne électorale.	548
29 septembre	—	N° 553 APA. — Arrêté portant désignation et constitution des bureaux de vote dans les secteurs électoraux du territoire	548
2 octobre	—	N° 558 AE. — Arrêté fixant les prix d'achat des amandes et beurre de karité (campagne 1945).	549
3 octobre	—	N° 559 AE. — Arrêté fixant le nombre de sacs à la tonne à prendre en considération dans l'établissement des barèmes des produits du cru destinés à l'exportation.	550
3 octobre	—	N° 560 TP. — Arrêté réservant dans toute l'étendue du territoire du Togo, le droit de recherches de minéraux radio actifs et de toutes substances connexes	551
5 octobre	—	N° 569 F. — Arrêté modifiant l'arrêté N° 479 F. du 1 ^{er} septembre 1945 accordant des avances de solde aux fonctionnaires et agents des cadres généraux, communs supérieurs et locaux européens	551
5 octobre	—	N° 570 F. — Arrêté modifiant l'arrêté N° 480 F. du 1 ^{er} septembre 1945 accordant des avances de solde aux agents des cadres communs secondaires de l'A. O. F. et locaux indigènes	551
5 octobre	—	N° 571 F. — Arrêté modifiant l'arrêté N° 493 F. du 7 septembre 1945 accordant des avances de solde aux agents auxiliaires des cercles, bureaux et services du Territoire	551
11 octobre	—	N° 582 E. — Décision modifiant la décision N° 428 E. du 30 juillet 1945 fixant les dates des vacances et des examens pour l'année scolaire 1945.	551

Modificatif à l'arrêté N° 402 E. du 30 juillet 1945 instituant au Togo le certificat d'aptitude à l'enseignement	551
Modificatif à l'arrêté N° 417 APA. du 6 août 1945 portant nomination et classement des chefs de canton de la subdivision de Klouto	551

ACTES DU GOUVERNEMENT DU DAHOMEY

1945

24 septembre	—	N° 1.526 APA. — Arrêté relatif aux attributions et au fonctionnement de la commission prévue par la loi du 21 juillet 1927 en ce qui concerne la circonscription électorale Dahomey-Togo	552
29 septembre	—	N° 1.550 APA. — Arrêté modifiant l'arrêté N° 1.526 APA. du 24 septembre 1945 relatif aux attributions et au fonctionnement de la commission prévue par la loi du 21 juillet 1927 en ce qui concerne la circonscription électorale Dahomey-Togo	553
1 ^{er} octobre	—	N° 1.556 APA. — Arrêté modifiant les arrêtés N° 1.526 APA. et 1.550 APA. des 24 et 29 septembre 1945 relatifs aux attributions et au fonctionnement de la commission prévue par la loi du 21 juillet 1927 en ce qui concerne la circonscription électorale Dahomey-Togo	553
Personnel			554
Divers			557

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

Avis (Deuxième session de l'examen professionnel d'entrée dans la Magistrature)	559
Avis de concours (Garde-frontière)	561
Avis d'adjudication	561
Domaines	561

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Personnel

Soldes et allocations accessoires

ARRETE N° 562 Cab. du 4 octobre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté général N° 2731 AP. du 7 septembre 1945;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret N° 45-1663 du 25 juillet 1945 modifiant les articles 134 et 135 du décret du 2 mars 1910 portant réglementation des soldes et allocations accessoires des fonctionnaires et agents des services coloniaux.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 4 octobre 1945.

H. GAUDILLOT.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Vu le décret du 2 mars 1910 portant réglementation des soldes et allocations accessoires des fonctionnaires et agents des services coloniaux;

Sur le rapport du ministre des colonies,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 134 et 135 du décret du 2 mars 1910 sont, pour compter du 1^{er} janvier 1946, remplacés par les dispositions des articles ci-après.

ART. 2. — Les fonctionnaires, employés et agents présents aux colonies ont seuls la faculté de déléguer une partie de leur solde ou de leurs appointements à leur femme, à leurs descendants ou ascendants directs ou à ceux de leur femme.

Ces délégations peuvent être souscrites nominativement au profit d'un tiers, mais uniquement dans le cas où la délégation est destinée à l'entretien de la famille du délégant, telle qu'elle est limitativement énumérée au paragraphe précédent.

Le degré de parenté de ou des membres de la famille entretenus doit, dans cette circonstance, toujours être expressément indiqué.

A. — Le maximum des délégations est fixé à la moitié de la solde ou du traitement de présence à la colonie, augmenté du supplément colonial, à l'exclusion de toute autre indemnité ou accessoire de solde.

B. — Par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent, les indemnités pour charges de famille peuvent être déléguées dans leur totalité.

ART. 3. — Les fonctionnaires, employés et agents, lorsqu'ils veulent souscrire des délégations, doivent en faire la déclaration à la colonie; ces déclarations sont remises au chef du service dont ils relèvent, qui les transmet au bureau des finances chargé de l'ordonnement de la solde du fonctionnaire.

Les déclarations de délégations sont faites en double expédition. Elles portent énonciation des noms, prénoms, grade ou emploi du fonctionnaire qui fait la délégation, du montant de sa solde, du budget qui la

supporte, de la portion nette déléguée, de l'époque à compter de laquelle le paiement doit être effectué, époque qui doit être obligatoirement le début d'un mois, des noms, des prénoms, qualité et demeure de la personne autorisée à la recevoir et de celle qui doit lui être substituée en cas de décès.

Le montant de la portion nette déléguée doit être obligatoirement un multiple de la centaine de francs.

Le bureau des finances qui a reçu la déclaration en conserve un exemplaire et notifie le second au Trésor ou à l'établissement bancaire auquel est payée chaque mois la solde du délégant.

ART. 4. — Les délégations ont leur effet pendant toute la durée du service à la colonie, à moins d'une mention spéciale faite dans la déclaration de délégation.

Les délégations ne commencent à courir qu'à compter du premier jour du mois qui suit la réception de la déclaration au bureau des finances chargé de l'ordonnement de la solde du délégant.

Les dispositions relatives aux retenues pour aliments sont réglées par l'article 128 du décret du 2 mars 1910; elles sont payées dans les conditions indiquées par le présent décret.

Les déclarations de révocation des délégations doivent être faites, en double expédition, et remises au chef du service dont relève le fonctionnaire qui les transmet au bureau des finances chargé de l'ordonnement de la solde. Elles doivent être faites assez à temps pour que l'avis de révocation puisse être notifié par le bureau des finances un mois au moins avant l'époque où la délégation doit prendre fin du fait de cette révocation.

La date de révocation des délégations est obligatoirement fixée à une fin de mois.

ART. 5. — Toute délégation cesse d'avoir son effet à compter du jour de la fin du mois qui suit immédiatement l'embarquement dans la colonie du fonctionnaire, lorsque celui-ci revient en France ou dans sa colonie d'origine.

ART. 6. — Les délégations sont payées par mois et à terme échu dans les mêmes conditions que la solde. Elles ne font l'objet d'aucune retenue pour le service des pensions.

Le recouvrement des sommes payées en trop à titre de délégation n'est pas poursuivi contre le délégataire, lorsque le payé en trop est consécutif au décès du délégant.

Il est poursuivi par l'administration locale intéressée contre le délégataire, lorsque le payé en trop est consécutif à la radiation des cadres du délégant ou à un changement survenu dans sa situation administrative.

ART. 7. — Sans préjudice des actions judiciaires devant les tribunaux, relatives à la fixation d'une pension alimentaire ou à la réparation du délit d'abandon de famille, tout fonctionnaire qui laisse en France ses enfants est appelé à souscrire, dès son débarque-

ment à la colonie, une déclaration stipulant qu'il a pris toutes dispositions en vue de pourvoir à leur vie matérielle et, s'il y a lieu, à celle de sa femme.

Cette déclaration est remise au chef du service dont relève le fonctionnaire, en double exemplaire. Le chef du service en conserve un et envoie le second au bureau des finances chargé de l'ordonnement de la solde du fonctionnaire.

Le refus de souscrire cette déclaration ou l'inexécution de l'engagement souscrit expose le fonctionnaire à des poursuites disciplinaires à la colonie dans les conditions réglementaires. En cas de réclamation reconnue fondée, l'intéressé est immédiatement mis en demeure par le chef de la colonie de souscrire une délégation en faveur de ses enfants. Si cette mise en demeure reste sans effet, le gouverneur peut décider que l'indemnité pour charges de famille qui est allouée, non pas au titre des services de l'intéressé, mais comme allocation d'intérêt familial et social, sera versée directement à la personne qui a la charge des enfants. En outre, il peut déférer le fonctionnaire devant la commission de discipline créée par son statut. Sur avis de cette commission l'autorité investie des pouvoirs disciplinaires pourra infliger au fonctionnaire une des sanctions prévues par ledit statut.

La même déclaration est exigée des fonctionnaires, employés ou agents des services coloniaux restant en service à la colonie et dont la famille est rapatriée par anticipation.

Cette déclaration est souscrite dans les mêmes conditions que celle prévue à l'alinéa 1^{er} du présent article.

Les sanctions, en cas de refus ou d'inexécution de l'engagement souscrit, sont les mêmes que celles prévues à l'alinéa 2 du même article.

ART. 8. — Sont abrogés les décrets des 4 août 1914, 25 mai 1923, 15 janvier 1936 et 3 mai 1937.

ART. 9. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 juillet 1945.

C. de GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Ministre des Colonies,

P. GIACOBBI.

Recrutement

ARRETE No 563.Cab. du 4 octobre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté général No 2734 AP. du 7 septembre 1945;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret No 45-1699 du 29 juillet 1945 autorisant à titre exceptionnel des dérogations temporaires aux règles de recrutement dans les cadres généraux du personnel relevant du ministère des colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 4 octobre 1945.

H. GAUDILLOT.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Sur le rapport du ministre des colonies,

DÉCRETE :

ARTICLE PREMIER. — Jusqu'au 31 décembre 1945, des nominations et des promotions pourront être faites, par arrêté du ministre des colonies, dans les cadres généraux du personnel relevant du ministère des colonies, en dérogation aux règles statutaires établies pour chaque cadre par les règlements organiques.

Ce délai est prorogé en faveur des prisonniers, des déportés et des militaires sous les drapeaux jusqu'à l'expiration du sixième mois qui suivra leur retour dans leurs foyers ou la démobilisation de leur classe.

ART. 2. — Pourront seuls être nommés ou promus ceux qui auront été inscrits sur une liste d'aptitude pour chaque grade et pour chaque catégorie d'emplois, par une commission composée comme suit :

Le directeur du cabinet, *Président* ;

Le directeur des affaires politiques ou son représentant ;

Le directeur du plan ou son représentant ;

Le directeur du personnel et de la comptabilité ou son représentant ;

Le directeur du contrôle ou son représentant ;

Un gouverneur général, gouverneur ou administrateur des colonies ;

Un fonctionnaire du service technique intéressé ;

Le chef de ce service technique.

La commission formulera au sujet de chaque candidat inscrit sur la liste d'aptitude une appréciation qui fera un état spécial des services accomplis dans une organisation de résistance ou dans l'armée, ainsi que des fonctions publiques ou privées remplies antérieurement.

ART. 3. — Leur titularisation ne pourra être prononcée qu'après deux ans de service dans l'emploi et moyennant l'agrément d'une commission d'aptitude composée comme la commission initiale d'admission. Cette titularisation prendra date rétroactivement au jour de la nomination à titre provisoire.

Il devra être statué dans un délai maximum de quatre ans sur l'admission dans les cadres ou le licenciement de ceux qui n'auront pas fait l'objet d'une titularisation dans les conditions indiquées ci-dessus.

ART. 4. — Les fonctionnaires à nommer ainsi devront souscrire l'engagement de remplir leur emploi pendant deux ans au moins. S'ils appartiennent déjà à une administration, ils seront, pendant la période prévue à l'article 3, détachés de celle-ci conformément à l'article 33 de la loi du 30 décembre 1913 et pourront à tout moment être remis à sa disposition.

En cas de faute grave ou d'incapacité professionnelle dûment constatée, ils pourront, sur avis de la commission, être licenciés à tout moment, moyennant une indemnité équivalente à un mois de traitement et après un préavis de trois mois au moins.

ART. 5. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 juillet 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Ministre des colonies,
P. GIACOBBI.

Déplacements

ARRETE N° 564 Cab. du 4 octobre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté général N° 2732 AP. du 7 septembre 1945;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret N° 45-1705 du 29 juillet 1945 portant modification du décret du 3 juillet 1897 sur les déplacements des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux ou locaux.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 4 octobre 1945.

H. GAUDILLOT.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu le décret du 3 juillet 1897 sur les passages et les indemnités de route et de séjour allouées en France, à l'étranger et aux colonies aux fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux ou locaux et les textes qui l'ont modifié,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 51 du décret du 3 juillet 1897 susvisé est complété ainsi qu'il suit :

« Les enfants orphelins ou considérés comme tels, effectivement recueillis par le fonctionnaire et dont il assure l'entretien, pourront donner également droit aux concessions de passage et mêmes avantages, sous réserve d'enquête administrative préalable et sur décision du ministre des colonies ».

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui aura effet à compter du 1^{er} juillet 1944 et sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 juillet 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Ministre des Colonies,
P. GIACOBBI.

Indemnité spéciale temporaire

ARRETE N° 565 Cab. du 4 octobre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 2 décembre 1944 portant majoration de l'indemnité spéciale temporaire allouée aux bénéficiaires des pensions de la caisse intercoloniale des retraites, promulgué au Togo le 13 mars 1945;

Vu l'arrêté général N° 2896 AP. du 20 septembre 1945;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret N° 45-1867 du 18 août 1945, qui modifie pour compter du 15 avril 1945, l'article 2 du décret du 2 décembre 1944 portant majoration de l'indemnité spéciale temporaire allouée aux bénéficiaires des pensions de la caisse intercoloniale des retraites.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 4 octobre 1945.

H. GAUDILLOT.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du ministre des finances et du ministre des colonies,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'ordonnance du 9 août 1944 portant rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental;

Vu le décret du 1^{er} novembre 1928, organique de la caisse intercoloniale de retraites et les textes qui l'ont modifié;

Vu l'ordonnance n° 45-14 du 6 janvier 1945 portant réforme des traitements des fonctionnaires de l'Etat et aménagement des pensions civiles et militaires, notamment son article 14, modifié le 17 mars 1945.

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 du décret du 2 décembre 1944, majorant l'indemnité spéciale temporaire allouée aux bénéficiaires des pensions de la caisse intercoloniale de retraites, est modifié comme suit :

« L'indemnité est fixée pour les bénéficiaires du barème A :

« A 220 p. 100 du montant en principal lorsque celui-ci est inférieur ou égal à 20.000 F. avec un maximum de 16.000 F;

« A 205 p. 100 dudit montant pour les pensions de 20.001 à 40.000 F. avec minimum de 44.000 F;

« A 190 p. 100 dudit montant pour les pensions de 40.001 à 60.000 F. avec minimum de 82.000 F.

« L'indemnité est fixée pour les bénéficiaires du barème B :

« A 220 p. 100 du montant en principal lorsque celui-ci est inférieur ou égal à 40.000 F. avec minimum de 8.000 F;

« A 205 p. 100 dudit montant pour les pensions de 10.001 à 20.000 F. avec minimum de 22.000 F;

« A 190 p. 100 dudit montant pour les pensions de 20.001 à 30.000 F. et au delà avec minimum de 41.000 F.

« L'indemnité annuelle ne pourra, toutefois, excéder 300 p. 100 du montant, en principal des pensions ou allocations, sans cependant que la situation actuelle des intéressés s'en trouve diminuée ».

ART. 2. — Les dispositions qui précèdent auront effet à compter du 15 avril 1945.

ART. 3. — Le ministre des finances et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 août 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Ministre des colonies,
P. GIACOBBI.

Le ministre des finances,
R. PLEVEN.

Elections

ARRETE N° 539 Cab. du 26 septembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté général N° 2840 Ap. du 14 septembre 1945;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret N° 45-1962 du 30 août 1945 fixant, dans les territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies, les modalités des opérations relatives aux élections prévues par l'ordonnance du 22 août 1945.

ART. 2. — Le présent arrêté sera mis en application suivant la procédure d'urgence prévue par le décret du 16 avril 1924 susvisé.

Lomé, le 26 septembre 1945.

H. GAUDILLOT.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du ministre de l'économie nationale et des finances chargé de l'intérim du ministre des colonies,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'article 3 (§ 3) de la loi du 11 mai 1868 relative à la presse;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

Vu l'article 44 de la loi de finances du 30 mars 1902;

Vu la loi du 2 avril 1903 concernant les opérations du deuxième tour de scrutin dans les élections législatives, départementales et municipales;

Vu le décret du 5 janvier 1910 fixant les conditions de l'électorat politique dans les territoires du Sénégal non érigés en communes de plein exercice;

Vu la loi du 20 mars 1914 réglementant l'affichage électoral complétée et modifiée par les lois des 2 avril 1932 et du 30 mars 1936;

Vu la loi du 31 mars 1914 réprimant les actes de corruption dans les opérations électorales et notamment son article 12 ainsi conçu : « la présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies »;

Vu le décret du 14 mars 1919 appliquant à certaines colonies non représentées au Parlement la législation sur le secret et la liberté du vote;

Vu les décrets des 19 juin 1923 et 12 avril 1924 rendant applicables aux colonies la loi du 8 juin 1923 concernant la distribution des bulletins de vote et circulaires électorales;

Vu l'ordonnance du 21 avril 1944 portant organisation des pouvoirs publics en France après la libération, modifiée par l'ordonnance du 6 avril 1945;

Vu l'ordonnance du 20 novembre 1944 portant adaptation aux territoires relevant du ministère des colonies des dispositions de l'ordonnance du 21 avril 1944 précitée, modifiée par l'ordonnance du 15 mai 1945;

Vu les décrets du 19 février 1945 portant adaptation à l'Afrique occidentale française et au Togo, à la Guyane française, à Madagascar et dépendances de certaines dispositions de l'ordonnance du 21 avril 1944 précitée, modifiée par les décrets du 30 mai 1945;

Vu le décret n° 45-1776 du 9 août 1945 prescrivant en Afrique occidentale française et au Togo, une révision et l'établissement des listes électorales;

Vu l'ordonnance du 22 août 1945 fixant le mode de représentation à l'Assemblée nationale constituante des territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies et notamment son article 13 ainsi conçu :

« Des décrets pris en forme de règlements d'administration publique fixeront en tant que de besoin les modalités des opérations électorales »;

Vu le décret du 30 août 1945 prescrivant, en ce qui concerne les non-citoyens jouissant de l'électorat politique, l'établissement des listes électorales en Afrique occidentale française, Togo, en Afrique équatoriale française, au Cameroun français et à la Côte française des Somalis, pour l'application de l'ordonnance du 22 août 1945 fixant le mode de représentation à l'Assemblée nationale constituante des territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies;

Le conseil d'Etat entendu,

DECRETE :

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ART. 2. — Dans tous les autres territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies sont rendues applicables auxdites élections générales les dispositions :

1° — De l'article 3 (§ 3) de la loi du 11 mai 1868 relative à la presse, en ce qui concerne la dispense du timbre;

2° — De l'article 44 de la loi de finances du 30 mars 1902 relatif à l'interdiction des affiches tricolores;

3° — De la loi du 2 avril 1903 concernant les opérations du second tour de scrutin.

ART. 4. — Les gouverneurs généraux, gouverneurs et l'administrateur des îles Saint-Pierre et Miquelon fixeront par arrêtés les conditions de l'affichage électoral en adaptant dans les territoires où ces textes ne sont pas dès à présent applicables, les dispositions de la loi du 20 mars 1914 sur l'affichage électoral modifiée et complétée par les lois des 2 avril 1932 et 20 mars 1936.

TITRE II

DES COLLÈGES ÉLECTORAUX

SECTION III

Dispositions applicables à l'Afrique occidentale française et au Togo

ART. 9. — Au Sénégal, sont applicables aux élections générales visées à l'article 1^{er} ci-dessus les dispositions concernant les modalités des opérations électorales en matière d'élections législatives.

La législation applicable au Sénégal en matière d'opérations électorales est étendue aux autres territoires de l'Afrique occidentale française et au Togo.

ART. 10. — Le vote a lieu au chef-lieu de la commune ou du cercle. Des arrêtés des gouverneurs des territoires peuvent toutefois décider que le vote ait également lieu au siège des subdivisions de cercle. Dans ce dernier cas, le commandant du cercle intéressé adresse avant l'ouverture du scrutin au chef de subdivision un extrait des listes électorales concernant cette subdivision.

ART. 11. — Les bureaux sont communs au collège électoral des citoyens et au collège électoral des non-citoyens. Les bureaux communs comportent des urnes à raisons d'une par collège.

Il pourra toutefois être organisé des bureaux distincts pour les deux collèges par arrêté du gouverneur.

ART. 12. — Dans les communes de plein exercice les bureaux sont organisés conformément à la législation en vigueur.

En dehors des communes de plein exercice, les bureaux sont organisés conformément aux dispositions des articles 5 à 9 du décret susvisé du 5 janvier 1919 sous les réserves ci-après : à la subdivision, ils sont présidés par le chef de subdivision ou par un électeur français désigné par le chef de subdivision. Les assesseurs, dont l'un fait fonction de secrétaire, sont les deux électeurs ou électrices citoyens français et les deux électeurs ou électrices non-citoyens les plus âgés présents à l'ouverture du scrutin et sachant lire et écrire le français.

Lorsqu'il est organisé des bureaux distincts pour chaque collège, la composition du bureau du collège des citoyens est conforme à la législation en vigueur pour les communes de plein exercice et conforme aux dispositions de l'article 6 du décret du 5 janvier 1910 pour les communes mixtes et les cercles. Le bureau des non-citoyens est composé d'un président citoyen désigné par le gouverneur et de quatre assesseurs dont l'un fait fonction de secrétaire et qui sont les électeurs ou électrices non-citoyens les deux plus âgés et les deux plus jeunes présents à l'ouverture du scrutin et sachant lire et écrire le français.

ART. 13. — Les gouverneurs peuvent, par arrêté pour les bureaux qu'ils désigneront, prévoir exceptionnellement des dérogations aux dispositions qui précèdent en ce qui concerne le nombre des assesseurs et la qualité de citoyen ou de non-citoyen du président et des assesseurs.

SECTION V

Dispositions diverses

ART. 18. — En Afrique occidentale française et au Togo, en Afrique équatoriale française et au Cameroun, dès que le dépouillement est terminé, chaque président de bureau de vote transmet télégraphiquement au gouverneur de la colonie du groupe ou du territoire les résultats du scrutin et lui adresse, dans les conditions prévues à l'article 10 du décret du 3 janvier 1914, le procès-verbal des opérations électorales accompagné des bulletins de vote pour être remis à la commission de recensement prévue à l'article 9 de l'ordonnance susvisée du 22 août 1945.

ART. 19. — Pour Madagascar et dépendances, pour l'Afrique occidentale française et le Togo, pour l'Afrique équatoriale française, des arrêtés du gouverneur général; pour la Nouvelle-Calédonie et dépendances, pour les établissements français de l'Océanie, pour le Cameroun et la Côte française des Somalis, des arrêtés du gouverneur; pour les îles Saint-Pierre et Miquelon, des arrêtés de l'administrateur chef du territoire fixeront, en tant que de besoin, toutes les dispositions pour l'application des articles 5 à 18 du présent décret.

ART. 20. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française ainsi qu'aux *Journaux officiels* des colonies intéressées et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 30 août 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

*Le Ministre de l'Economie nationale
et des Finances, ministre des
colonies par intérim,*

R. PLEVEN.

LOI du 11 mai 1868 relative à la presse.

ART. 3. —

Sont affranchies du timbre les affiches électorales d'un candidat contenant sa profession de foi, une circulaire signée de lui, ou seulement son nom.

LOI du 30 mars 1902, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1902.

TITRE III.

Dispositions spéciales.

ART. 44. — Les affiches ayant un but ou un caractère électoral qui comprendront une combinaison des trois couleurs, bleu, blanc et rouge sont interdites, à peine pour l'imprimeur, d'une amende de 50 francs par contravention. (Voir décrets des 22-28 juillet 1791).

LOI du 2 avril 1903, concernant les opérations du 2^e tour du scrutin dans les élections législatives, départementales et municipales.

ARTICLE UNIQUE. — Dans les élections législatives, départementales et municipales, seuls pourront prendre part au 2^e tour du scrutin les électeurs inscrits sur la liste électorale qui aura servi au 1^{er} tour.

LOI du 20 mars 1936, modifiant la loi du 20 mars 1914 réglementant l'affichage électoral.

ARTICLE UNIQUE. — Le paragraphe 1^{er} de l'article premier de la loi du 20 mars 1914, réglementant l'affichage électoral, est complété comme il suit :

« Pour les élections à la Chambre des députés, les dispositions ci-dessus sont applicables à partir du vingtième jour qui précède la date du scrutin ».

ARRETE N° 555 CAB. du 2 octobre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le radiotélégramme officiel n° c 368 du 28 septembre 1945 du Gouverneur général, Haut-Commissaire;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo l'ordonnance n° 45-2145 du 21 septembre 1945 fixant les modalités de la participation des territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies au référendum institué par l'ordonnance du 17 août 1945.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes du Territoire.

Lomé, le 2 octobre 1945.

H. GAUDILLOT.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'ordonnance du 17 août 1945 instituant une consultation du peuple français par voie de référendum et fixant le terme des pouvoirs de l'assemblée consultative provisoire;

Vu l'urgence constatée par le président du Gouvernement;

Le Conseil d'Etat, (commission permanente) entendu :

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Les électeurs et les électrices citoyens français des territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies prendront part à la consultation du peuple français par voie de référendum dans les conditions prévues par l'ordonnance susvisée du 17 août 1945.

ART. 2. — Au chef-lieu de chaque territoire ou circonscription électorale une commission présidée par un magistrat est chargée d'opérer le recensement des votes dans les territoires ou la circonscription. Sa composition est déterminée par arrêté du gouverneur général, du gouverneur ou de l'administrateur, chef du territoire à Saint-Pierre et Miquelon. Le résultat du recensement est transmis à la commission nationale de recensement prévue à l'article 9 de l'ordonnance susvisée du 17 août 1945 par l'intermédiaire du gouverneur général dans les colonies groupées et directement par le Gouverneur ou le Chef du Territoire dans les colonies n'appartenant pas à un groupe.

ART. 3. — Un décret rendu sur le rapport du ministre des colonies fixera les modalités d'adaptation aux territoires d'outre-mer des dispositions du dernier alinéa de l'article 9 de l'ordonnance susvisée du 17 août 1945.

ART. 4. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 21 septembre 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Ministre des Colonies,
P. GIACOBBI.

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

Listes électorales

ARRETE N° 2.729 AP. du 7 septembre 1945.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION, CROIX DE GUERRE,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du Gouvernement général de l'A.O.F., modifié par les décrets des 4 décembre 1920 et 30 mars 1925;

Vu le décret du 19 septembre 1936, portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par décret du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 3 mars 1920, fixant les délais d'application en Afrique Occidentale Française des lois, décrets et arrêtés du Pouvoir Central et du Gouverneur Général;

Vu l'ordonnance du 22 août 1945, fixant le mode de représentation à l'Assemblée nationale constituante des territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies,

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pour l'application de l'article 5 alinéa B 6 de l'ordonnance du 22 août 1945, sont inscrits sur les listes électorales au titre des non-citoyens ceux ou celles âgés de 21 ans au moins, titulaires d'un des diplômes officiels énumérés au tableau ci-annexé.

ART. 2. — Le présent arrêté, qui sera mis en application suivant la procédure d'urgence prévue par l'arrêté général du 3 mars 1920, sera enregistré et publié au *Journal officiel* de l'A.O.F.

Dakar, le 7 septembre 1945.

P. COURNARIE.

TABLEAU

portant énumération des diplômes officiels délivrés en Afrique Occidentale Française

- 1^o — Certificat d'études primaires élémentaires;
- 2^o — Diplôme de fin d'études des E.P.S.;
- 3^o — Diplôme de sortie des Ecoles d'Apprentissage ou professionnelles;
- 4^o — Diplôme de fin d'études de l'Ecole des Pupilles mécaniciens;
- 5^o — Diplôme de sortie de l'Ecole de Navigation;
- 6^o — Diplôme de fin d'études de l'Atelier Africain;
- 7^o — Certificat de fin d'études du 1^{er} cycle des Lycées;
- 8^o — Diplôme de sortie des Ecoles normales de Moniteurs et des Cours Normaux;
- 9^o — Diplôme de sortie de l'Ecole technique supérieure;
- 10^o — Diplôme de sortie des Ecoles normales d'Instituteurs et d'Institutrices;
- 11^o — Diplôme de sortie de l'Ecole William-Ponty;
- 12^o — Brevet de Capacité colonial.

(Soumis à la procédure de publication d'urgence par arrêté N° 543 Cab. du 26 septembre 1945).

ARRETE N° 2.991 AP. du 28 septembre 1945.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION, CROIX DE GUERRE,

Vu le décret du 18 octobre 1904 portant réorganisation du gouvernement général de l'Afrique occidentale française, modifié par les décrets des 4 décembre 1920 et 30 mars 1925;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par décret du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté général du 3 mars 1920 fixant les délais d'application en A.O.F. des lois, décrets et arrêtés du pouvoir central et du gouvernement général;

Vu l'ordonnance du 21 septembre 1945 fixant les modalités de la participation des territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies au référendum institué par l'ordonnance du 17 août 1945;

Vu l'arrêté n° 2.668 du 30 août 1945 fixant les modalités d'application de l'article 9 de l'ordonnance du 22 août 1945;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Au chef-lieu de chacune des circonscriptions électorales énumérées à l'article premier de l'arrêté n° 2668 susvisé, les résultats du scrutin concernant le référendum sont centralisés et recensés par une commission spéciale ainsi composée :

Un magistrat du siège désigné par le procureur général, chef du service judiciaire de l'A.O.F.,

Un fonctionnaire et un citoyen non fonctionnaire désignés par arrêté du gouverneur de la colonie dont le chef-lieu est en même temps chef-lieu de la circonscription électorale.

ART. 2. — Dès que le dépouillement des bulletins est achevé, les résultats du recensement sont rendus publics par la commission et transmis télégraphiquement au gouverneur général. Le procès-verbal de la commission est ensuite transmis par premier courrier avion.

ART. 3. — Les gouverneurs des colonies du groupe, le Commissaire de la République au Togo et l'Administrateur de la circonscription de Dakar et Dépendances, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié suivant la procédure d'urgence.

Dakar, le 28 septembre 1945.

P. CURNARIE.

(Soumis à la procédure de publication d'urgence par arrêté local n° 556 Cab. du 2 octobre 1945).

ACTES DU POUVOIR LOCAL**Caisse de réserve**

ARRETE N° 490 F. du 6 septembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 14 février 1945 portant approbation du budget local du Togo — exercice 1945;

Sous réserve d'approbation en conseil d'administration;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Un prélèvement exceptionnel de deux millions cinq cent mille francs (2.500.000 frs.) sera effectué sur la caisse de réserve du territoire pour faire face aux dépenses occasionnées par l'exécution des travaux extraordinaires.

ART. 2. — Il sera fait recette du montant de ce prélèvement à la section deuxième du budget local — chapitre 7 — exercice 1945 — prélèvement exceptionnel sur la caisse de réserve.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 6 septembre 1945.

H. GAUDILLOT.

(Ratifié le conseil d'administration entendu dans sa séance du 24 septembre 1945).

C. F. T.

ARRETE N° 519 CFT. du 18 septembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté N° 318 du 15 juin 1939 promulguant au Togo le décret du 19 mai 1939 portant réorganisation des chemins de fer coloniaux;

Vu l'arrêté N° 7 S.T. du 3 octobre 1939 du Haut-Commissaire de la République fixant la procédure d'homologation des tarifs des chemins de fer et du wharf du Togo;

Vu l'arrêté général N° 3926 T.P. du 2 novembre 1942 approuvant l'arrêté N° 552 du 29 septembre 1942 du Commissaire de la République au Togo, étendant dans ce territoire la tarification en vigueur en A.O.F. et créant un fascicule 2 spécial au réseau du Togo;

Vu la décision N° 455 T.P. du 31 octobre 1944 désignant les membres du conseil économique du réseau des chemins de fer du Togo;

Vu les arrêtés généraux Nos 3679 T.P. et 3584 T.P. du 8 octobre 1943, Nos 2796 et 2797 TP/DG. du 4 août 1943, 2043 et 2049 TP/DG. du 22 juillet 1944 modifiant les tarifs des chemins de fer du Togo;

Vu l'arrêté N° 12 T.P.T. du 4 janvier 1945 modifiant les tarifs des chemins de fer du Togo, homologué par arrêté général N° 344 TP/DG. du 30 janvier 1945;

Vu les avis formulés par les membres du conseil économique et du comité du réseau dans sa séance du 21 août 1945;

Sur la proposition de l'ingénieur hors classe, directeur p.i. du réseau des chemins de fer du Togo;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté N° 12 TP. du 4 janvier 1945 sont rapportées, à l'exception toutefois du tarif spécial prévu pour les trains de marché d'Anié et de Tsévié.

ART. 2. — Le droit d'enregistrement des bagages prévu à l'article 99 des tarifs généraux de Grande Vitesse est porté à 15 francs.

ART. 3. — Les différents barèmes du Tarif spécial P.V. 109 (Combustibles liquides) (huiles minérales, produits asphaltiques et bitumeux) sont majorés de 25 %.

ART. 4. — Les prix de transport du cacao prévus à l'article 3 de l'arrêté N° 2049 TP/DG. du 22 juillet 1944 sont modifiés comme suit :

Toutes provenances par wagon complet de 7 T. ou de 10 T. : 295 francs la tonne.

ART. 5. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes du Territoire.

Lomé, le 18 septembre 1945.

H. GAUDILLOT.

ARRETE N° 520 CFT. du 18 septembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté N° 7 s/r. du 3 octobre 1939 du Haut-Commissaire de la République fixant la procédure d'homologation des tarifs du chemin de fer et du wharf du Togo;

Vu la décision N° 455 T.P. du 31 octobre 1944 désignant les membres du conseil économique du réseau des chemins de fer du Togo;

Vu l'arrêté général N° 3586 ter T.P. du 8 octobre 1943 modifiant les tarifs d'exploitation du wharf de Lomé;

Vu les avis formulés par les membres du conseil économique et du comité de réseau dans sa séance du 21 août 1945;

Sur la proposition de l'ingénieur hors classe, directeur p.i. du réseau des chemins de fer du Togo;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 12 des tarifs d'exploitation du wharf est complété comme suit :

Cartes de passage à bord, validité 1 mois : 100 frs.

Cette carte d'abonnement à validité réduite est réservée exclusivement aux passagers des bateaux stationnant plusieurs jours sur rade de Lomé. Elle sera nominative et donnera droit à un seul voyage aller et retour journalier pendant l'escale du navire.

ART. 2. — Les tarifs ci-après à l'Importation et à l'Exportation par le wharf sont modifiés comme suit :

Art. 22. — Importation — Tarif général, par 100 kgs. indivisibles : 285 francs la tonne.

Art. 23. — Exportation — Tarif général, par 100 kgs. indivisibles : 172,50 la tonne.

Art. 31. — Sans changement soit 120 frs. la tonne.

Art. 32. — a) Douelles, sacs et fûts vides, etc. 84,— —

b) Houille et agglomérés de houille 39,— —

Art. 33. — a) Glace 30,— —

b) Coques de palmistes, charbon de coques, de palmistes et de cocos 50,— —

c) Graines de coton, de kapok, de ricin, noix de coco 97,50 —

d) Arachides, maïs 97,50 —

e) Cacao, amandes de palme, amandes de karité 117,— —

f) Coprah, huile de palme et de palmistes, huile de karité et tapioca 127,50 —

ART. 3. — Les tarifs pour le travail en heures supplémentaires du Wharf de Lomé prévus aux articles 36, 42, 44 et 46 du Règlement d'Exploitation du Wharf et fixés par arrêté N° 3586 ter T. P. du 8 octobre 1943 sont uniformément majorés de 50 %

ART. 4. — Ces modifications prendront effet pour compter du 1^{er} octobre 1945. Toutefois les produits des récoltes 1944-1945 et antérieures continueront, jusqu'au 1^{er} janvier 1946, à bénéficier des tarifs actuellement en vigueur. Pour bénéficier de cette mesure, les exportateurs devront fournir, à l'appui de leur déclaration d'exportation un certificat du Chef du Bureau des Affaires Economiques.

ART. 5. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes du Territoire.

Lomé, le 18 septembre 1945.

H. GAUDILLOT.

Ouverture de crédits

ARRETE N° 538 F. du 24 septembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment l'article 81;

Vu le décret du 14 février 1945 portant approbation du budget local du Togo — exercice 1945;

Le conseil d'administration entendu;

Vu l'urgence, et sous réserve d'approbation ultérieure par décret;

ARRETE:

ARTICLE PREMIER. — Il est ouvert au budget local du Togo, exercice 1945, le crédit supplémentaire suivant :

SECTION EXTRAORDINAIRE**CHAPITRE XXII***Travaux Publics*

Article premier 1.700.000 francs.

ART. 2. — Il sera pourvu à la réalisation de ce crédit supplémentaire par un prélèvement exceptionnel de même montant sur les fonds libres de la caisse de réserve du Territoire dont il sera fait recette à la section extraordinaire du budget local, exercice 1945, chapitre VII — Recettes extraordinaires pour travaux d'intérêt local — Article unique : prélèvements exceptionnels sur la caisse de réserve.

ART. 3. — Le présent arrêté rendu provisoirement exécutoire, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 septembre 1945.

H. GAUDILLOT.

Prohibition de sortie

ARRETE N° 541 AE. du 26 septembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 18 octobre 1904 portant réorganisation du Gouvernement général de l'A.O.F. et les textes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application dans les territoires d'outre-mer de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre et le décret du 12 janvier 1942 modifiant le décret du 2 mai 1939;

Vu le décret du 5 décembre 1939 réglementant l'exportation de certains produits coloniaux;

Vu l'arrêté du 23 février 1942 réglementant l'exportation des produits d'A.O.F.;

Vu l'arrêté n° 333 AE. du 17 juin 1945 réglementant la sortie des denrées alimentaires et de savon sous forme de colis postaux, paquets poste et envois similaires, provisions de route et de ménage, pacotille;

Vu le télégramme-lettre n° 4543 SE/DI. du 9 septembre 1945 du Gouverneur général de l'A.O.F.;

ARRETE:

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'article 16 de l'arrêté n° 333 AE. du 17 juin 1945 sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

« Art. 16 — 2^e phrase :

En outre, les coloniaux dont les ascendants, le conjoint, les enfants sont absents du territoire, sont autorisés à emporter une quantité supplémentaire de 50 kilogrammes par membre de la famille (ascendants, conjoint et enfants) resté dans la Métropole ou dans les Territoires Français d'Outre-Mer, plus une quantité forfaitaire de 50 kilos pour tenir compte des collatéraux ».

Le reste sans changement.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 26 septembre 1945.

H. GAUDILLOT.

Elections

N° 552 APA. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

29 septembre 1945. — La campagne électorale est ouverte dans le territoire du Togo à compter du 1^{er} octobre 1945.

Le présent arrêté sera publié selon la procédure d'urgence.

ARRETE N° 553 APA. du 29 septembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté N° 427/Cab. du 17 août 1945 promulguant au Togo le décret du 9 août 1945 prescrivant en A.O.F. et au Togo une révision et l'établissement des listes électorales;

Vu l'arrêté N° 428/Cab. du 17 août 1945 promulguant au Togo l'arrêté général N° 2501/AP. du 14 août 1945 fixant les délais de procédure applicable à la révision et à l'établissement des listes électorales;

Vu l'arrêté N° 431/APA. du 21 août 1945 portant rattachement provisoire du cercle de Lomé à la commune-mixte de Lomé et du cercle de Mango au cercle de Sokodé en ce qui concerne l'établissement des listes électorales;

Vu l'arrêté N° 432/APA. du 21 août 1945 portant nomination des membres des bureaux de vote des sections électorales en ce qui concerne l'établissement des listes de citoyens et citoyennes;

Vu l'arrêté N° 484/APA. du 2 septembre 1945 portant nomination des membres des commissions d'établissement et de révision des listes électorales en ce qui concerne les non-citoyens;

Vu l'ordonnance du 22 août 1945 relative au mode de représentation à l'Assemblée nationale constitutive des territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies;

Vu l'arrêté N° 2667 du 30 août 1945 du Gouverneur général de l'A.O.F. relatif à l'inscription sur les listes électorales au titre de non-citoyens des sujets et administrés français des deux sexes âgés de 21 ans et appartenant aux diverses catégories énumérées à l'article 5 de l'ordonnance du 22 août 1945;

Vu le décret du 30 août 1945 prescrivant en ce qui concerne les non-citoyens jouissant de l'électorat politique l'établissement des listes électorales au Togo notamment pour l'application de l'ordonnance du 22 août 1945 fixant le mode de représentation à l'Assemblée nationale constituante des territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies;

Vu l'arrêté N° 2716 du 5 septembre 1945 du Gouverneur général de l'A.O.F. modifiant les articles 1er, 2 et 7 de l'arrêté N° 2667 du 30 août 1945 relatif à l'inscription sur les listes électorales au titre de non-citoyens des sujets et administrés français des deux sexes âgés de 21 ans et appartenant aux diverses catégories énumérées à l'article 5 de l'ordonnance du 22 août 1945;

Vu l'arrêté N° 483/APA. du 2 septembre 1945 portant nomination de nouveaux membres à adjoindre aux commissions administratives d'établissement et de révision des listes électorales des citoyens en vue de la constitution de commissions administratives de jugement;

Vu l'arrêté N° 496 bis/APA. du 8 septembre 1945 portant nomination de nouveaux membres à adjoindre aux commissions administratives d'établissement et de révision des listes électorales des non-citoyens, en vue de la constitution de commissions administratives de jugement;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté général N° 2840/AP. du 14 septembre 1945;

Vu l'arrêté N° 539/Cab. du 26 septembre 1945 promulguant au Togo le décret du 30 août 1945 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'ordonnance du 22 août 1945;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pour la consultation électorale prévue par l'ordonnance du 22 août 1945 susvisée, la commune-mixte de Lomé et chaque cercle du Territoire constituent un secteur électoral, sauf le cercle de Mango qui est rattaché au cercle de Sokodé pour former un secteur électoral unique.

ART. 2. — La liste des bureaux de vote ouverts est établie ainsi qu'il suit pour chaque secteur électoral :

1^o — *Secteur électoral de la Commune-Mixte de Lomé*

a) 1 bureau de vote mixte à Lomé Locaux Mairie

2^o — *Secteur électoral du Cercle de Lomé*

a) 1 bureau de vote mixte à Lomé } Bureaux de la
Subdivision
b) 1 bureau de vote mixte à Tsévié : Case de passage

3^o — *Secteur électoral d'Anécho*

a) 1 bureau de vote mixte à Anécho : Ecole d'Adjido

4^o — *Secteur électoral d'Atakpamé*

a) 1 bureau de vote mixte à Atakpamé : Ecole rég.

b) 1 bureau de vote mixte à Palimé : Ecole rég.

5^o — *Secteur électoral de Sokodé-Mango*

a) 1 bureau de vote mixte à Sokodé : Ecole rég.

b) 1 bureau de vote mixte à Lama-Kara : Ecole rur.

c) 1 bureau de vote mixte à Bassari : Ecole rég.

d) 1 bureau de vote mixte à Mango : Ecole rég.

e) 1 bureau de vote mixte à Dapango : Ecole rur.

ART. 3. — Les bureaux de vote mixtes sont ainsi composés :

1^o — Président :

La présidence appartient de droit à l'administrateur-maire, aux commandants de cercle et aux chefs de subdivision qui peuvent dans le cas de fractionnement des bureaux de vote, désigner pour les suppléer un citoyen sachant lire et écrire le français;

2^o — Assesseurs :

Les assesseurs dont l'un fait fonction de secrétaire, sont les deux électeurs ou électrices citoyens français et les deux électeurs ou électrices non-citoyens les plus âgés présents à l'ouverture du scrutin et sachant lire et écrire le français.

ART. 4. — En application de l'article 13 du décret du 30 août susvisé, les dérogations exceptionnelles suivantes sont fixées en ce qui concerne la constitution des bureaux de vote mixte de Lomé-Cercle, Bassari, Dapango :

a) BUREAU DE VOTE MIXTE DE LOMÉ-CERCLE :

Président :

un électeur citoyen désigné par le commandant du cercle de Lomé parmi les électeurs citoyens du cercle de Lomé non compris la Commune-Mixte de Lomé ;

4 Assesseurs dont l'un fait fonction de secrétaire et qui sont les électeurs ou électrices non-citoyens les deux plus âgés et les deux plus jeunes, présents à l'ouverture du scrutin et sachant lire et écrire le français.

b) BUREAU DE VOTE MIXTE DE BASSARI;

c) BUREAU DE VOTE MIXTE DE DAPANGO;

Pour chacun d'eux :

Président :

un électeur citoyen désigné par le commandant du cercle de Sokodé;

4 Assesseurs dont l'un fait fonction de secrétaire et qui sont les électeurs ou électrices non-citoyens les deux plus âgés et les deux plus jeunes, présents à l'ouverture du scrutin et sachant lire et écrire le français.

ART. 5. — Le présent arrêté qui sera publié selon la procédure d'urgence sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 29 septembre 1945.

H. GAUDILLOT.

Karité

ARRETE N° 558 AE. du 2 octobre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 14 mars 1942 et tous textes s'y rapportant;

Vu le télégramme officiel du Gouverneur général n° 228 SE/P. du 6 juillet 1945 approuvant les valeurs FOB. des amandes et beurre de karité — campagne 1945;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le karité sera acheté en beurre dans le cercle de Mango, en amandes dans les cercles de Sokodé et du Centre.

La campagne est ouverte le 6 octobre 1945.

ART. 2. — Les prix aux producteurs des amandes de karité sont fixés comme suit :

Nuatja	3.362
Autres localités entre Nuatja et Blitta	3.172
Bassari	2.442
Guérin-Kouka	2.152
Natchitchikpi	2.112
Nawaré	2.202
Bapuré	2.152
Kabou	2.332
Sokodé	2.742
Tchébébé	3.092
Djabatauré	3.012
Ayengré	2.957
Tchamba	2.567
Cambolé	2.352
Bafilo	2.437
Alédjo	2.547
Lama-Kara	2.347
Aouandjello	2.397
Sara-Kawa	2.217
Alloum	2.152
Niamtougou	2.197
Siou	2.152

Les prix dans les autres centres seront fixés par les chefs de circonscription compte tenu des frais de transports routiers calculés à raison de 5 francs la tonne kilométrique.

Les prix à payer aux intermédiaires seront ceux aux producteurs majorés de 65 francs. — Cette majoration reviendra aux S.I.P. lorsque l'achat aux producteurs et l'ensachage seront effectués par les S.I.P.

ART. 3. — Les prix d'achat au producteur du beurre de karité brut sont fixés comme suit :

Kandé	8.141
Mango	7.389
Barkoissi	7.152
Bogou	7.057
Dapango	6.822
Nadjondi	6.589

Les prix dans les autres centres seront éventuellement fixés par les Chefs de Circonscription compte tenu des frais de transports routiers calculés à raison de 7 francs 90 la tonne kilométrique, ce tarif comportant le transport des fûts à la montée et à la descente.

Les prix du beurre fondu et logé sont majorés de 781 francs par tonne soit :

Frais de fonte et manutention	120
Commission	100
Déchets à la fonte	561
	<u>781</u>

Cette somme reviendra aux S.I.P. lorsque celles-ci achèteront le beurre aux producteurs et le revendront fondu et logé au commerce.

ART. 4. — Au cas où des modifications du prix à payer au producteur interviendraient en cours de campagne, les différences en plus ou en moins seront encaissées ou supportées par le fonds commun des S. I. P.

ART. 5. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions ainsi que dans tous les lieux publics.

Lomé, le 2 octobre 1945.

H. GAUDILLOT.

Produits du cru

ARRETE N° 559 AE. du 3 octobre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 14 mars 1942 et tous textes s'y rapportant;

Vu l'arrêté n° 172 AE. du 28 mars 1945 fixant le poids et le marquage des sacs de produits du cru destinés à l'exportation;

Vu la circulaire 430 du 15 septembre 1945,

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le nombre de sacs à la tonne à prendre en considération lors de l'établissement des barèmes des produits du cru du Togo destinés à l'exportation est fixé comme suit :

Produits	Nombre sacs.
----------	--------------

Palmistes, Arachides décortiquées,

Amandes karité, Sésame, Soja	13 sacs à la tonne.
Café, Tapioca	14 — do —
Cacao	15 — do —
Coprah, ricin	17 — do —
Grainés coton	20 — do —
Piments	25 — do —
Caoutchouc	20 sacs-balles à la tonne

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, des P.T.T. et tous lieux publics.

Lomé, le 3 octobre 1945.

H. GAUDILLOT.

Recherches minières

ARRETE N° 560 TP. du 3 octobre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1935 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu les décrets des 26 octobre 1927, 26 décembre 1931, 28 juillet 1938 et 24 juillet 1942 portant réglementation minière au Togo;

Vu le radiotélégramme officiel n° 400 du 3 septembre 1945 du Haut-Commissaire de la République au Togo, ainsi que le texte du câblogramme 471 du 20 août 1945 du ministre des colonies;

Après avis du chef du service des travaux publics et des mines du Togo;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le droit de recherches minières est réservé provisoirement sur toute l'étendue du territoire du Togo, en ce qui concerne les minéraux radio-actifs et toutes substances connexes.

ART. 2. — Le présent arrêté qui sera immédiatement exécutoire, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 3 octobre 1945.

H. GAUDILLOT.

Avances de solde**Personnel européen**

N° 569 F. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

5 octobre 1945. — L'article 3 de l'arrêté 479/F. du 1^{er} septembre 1945, accordant des avances de solde aux fonctionnaires et agents des cadres généraux, communs supérieurs et locaux européens, est ainsi modifié :

La reprise de cette avance, non soumise à retenue pour pension, sera effectuée en même temps que les rappels de solde. Au cas où l'avance consentie serait supérieure au montant du rappel de solde, la reprise des sommes payées en trop sera effectuée en totalité lors du premier mandatement de la nouvelle solde.

Personnel indigène

N° 570 F. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

5 octobre 1945. — L'article 4 de l'arrêté 480/F. du 1^{er} septembre 1945, accordant des avances de solde aux agents des cadres communs secondaires de l'A.O.F. et locaux indigènes, est ainsi modifié :

« La reprise de cette avance, non soumise à retenue pour pension, sera effectuée en même temps que les rappels de solde. Au cas où l'avance consentie serait supérieure au montant du rappel de solde, la reprise des sommes payées en trop sera effectuée en totalité lors du premier mandatement de la nouvelle solde. »

Personnel auxiliaire

N° 571 F. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

5 octobre 1945. — L'article 3 de l'arrêté n° 493/du 7 septembre 1945, accordant des avances de solde aux agents auxiliaires des cercles, services et bureau du territoire du Togo, est ainsi modifié :

La reprise de cette avance sera effectuée en même temps que les rappels de solde. Au cas où l'avance consentie serait supérieure au montant du rappel de solde, la reprise des sommes payées en trop sera effectuée en totalité lors du premier mandatement de la nouvelle solde.

Enseignement

N° 582 E. — Par décision du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

11 octobre 1945. — L'article 1^{er}, paragraphe C de la décision n° 428/E. du 30 juillet 1945, est modifié ainsi qu'il suit en ce qui concerne l'Ecole Professionnelle de Sokodé :

C. — Ecole Professionnelle de Sokodé

Grandes vacances — du 16 septembre inclus à 2 novembre inclus.

Le reste sans changement.

MODIFICATIF à l'arrêté N° 402/E. du 30 juillet 1945 instituant au Togo le certificat d'aptitude à l'enseignement.

Article 13. —

Au lieu de . . . « n'ayant pas de note inférieure à 10 aux épreuves écrites et orales ».

Lire . . . « n'ayant pas de note inférieure à 10 aux épreuves écrites et pratiques ».

Le reste sans changement.

Commandement indigène**MODIFICATIF à l'arrêté n° 417/APA. du 6 août 1945 portant nomination et classement des chefs de canton de la subdivision de Klouto.**

L'article 3 de l'arrêté n° 417/APA. du 6 août 1945 est modifié comme suit :

« Le présent arrêté prendra effet pour compter du 1^{er} janvier 1945 pour les chefs de canton déjà en fonctions à cette date, et, pour ceux nouvellement nommés, pour compter de la date de leur prise de service. »

Il sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

ACTES DU GOUVERNEMENT DU DAHOMEY

Elections

ARRETE No 1526/APA. du 24 septembre 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
GOUVERNEUR DU DAHOMEY,

Vu l'ordonnance du 7 septembre 1840, rendue applicable à la colonie par décret du 10 mars 1893;

Vu le décret du 18 octobre 1904 portant réorganisation du Gouvernement Général de l'Afrique occidentale française modifié par les décrets des 4 décembre 1920 et 30 mars 1925;
Vu l'ordonnance du 22 août 1945;

Vu la loi du 21 juillet 1927 et notamment ses articles 8, 9, 10, 11, 12 et 14;

Vu l'arrêté général du 30 août 1945 et notamment son article 2;

Vu l'accord du Commissaire de la République au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Dans la circonscription électorale Dahomey-Togo, et dix-neuf jours avant le premier tour de scrutin pour les élections à l'Assemblée constituante, une commission composée :

du Président du Tribunal de 1^{re} instance de Cotonou *Président*

du Chef du Service des P.T.T. du Dahomey
du Chef du Service des P.T.T. du Togo ou de son représentant

du Chef du Bureau des A.E. du Dahomey ou de son représentant

du Chef du Bureau des A.E. du Togo ou de son représentant

du Greffier en chef près le Tribunal de 1^{re} instance de Cotonou *Secrétaire*
et des candidats en présence ou de leurs mandataires à raison d'un par candidat, sera constituée.

Cette commission se réunira au palais de justice de Cotonou.

Les mandataires participeront aux travaux au fur et à mesure des déclarations de candidature de leurs mandants.

ART. 2. — Cette commission est chargée :

1^o — d'établir la liste des imprimeurs qu'elle agréera pour l'impression des documents électoraux;

2^o — de répartir le travail d'impression entre les divers imprimeurs agréés;

3^o — d'assurer l'impression des documents électoraux, affiches, circulaires et bulletins dont le libellé lui sera présenté par les candidats;

4^o — d'adresser à chaque électeur du collège intéressé, 7 jours avant le scrutin, sous une même enveloppe fermée qui sera déposée à la poste et transportée en franchise, une circulaire et un bulletin de chaque candidat.

Les enveloppes seront mises à la disposition de la commission par les Administrations du Dahomey et du Togo dans la proportion du nombre d'électeurs inscrits dans chacun des deux territoires, et dans la mesure des possibilités.

Faute d'enveloppes les documents seront adressés sous bande.

5^o — d'envoyer dans le même délai à chaque commune mixte ou cercle les bulletins de vote de chaque candidat en nombre au moins égal à celui des électeurs inscrits au collège devant lequel il se présente et au plus égal au double de ce dernier nombre.

Les commandants de cercle ou administrateurs-maires accuseront réception de cet envoi par voie télégraphique et confirmeront par lettre recommandée au Secrétaire de la commission.

Ils prendront des dispositions pour que dans tous les bureaux de vote des bulletins en nombre suffisant soient à la disposition des électeurs le jour du scrutin.

6^o — L'apposition des affiches est laissée à la diligence des candidats dans les conditions prescrites par la loi du 20 mars 1914.

L'usage d'affiches blanches ou tricolores est interdit aux candidats.

ART. 3. — La commission établira le coût total des frais résultant de l'application de l'article 2 ci-dessus et déterminera la part incombant à chaque candidat, laquelle part sera augmentée de 100 francs à titre de rémunération au Greffier Secrétaire de la commission.

La contribution devra être versée dans les vingt quatre heures dans les mains du secrétaire de ladite commission qui en délivrera récépissé.

ART. 4. — Dès que le versement aura été effectué et douze jours au moins avant la date du scrutin le président de la commission donnera l'autorisation d'imprimer sous forme d'un bon de commande à l'imprimeur choisi par chaque candidat parmi ceux qui ont été agréés.

Les candidats sont chargés de la fourniture du papier. Des bons de déblocage leur seront délivrés à cet effet par les bureaux des affaires économiques intéressés (Dahomey ou Togo) sur présentation du récépissé de déclaration de candidature, et dans les limites fixées ci-dessous.

ART. 5. — Chaque candidat recevra un bon de déblocage de papier lui permettant de faire imprimer :

1^o — un nombre de bulletins égal à trois fois le nombre des électeurs inscrits sur les listes du collège électoral devant lequel il se présente.

Ces bulletins ne pourront dépasser le format 20×12 cm.

2^o — un nombre de circulaires de format 20×24 égal au nombre d'électeurs inscrits sur les listes du collège électoral devant lequel il se présente.

3^o — un nombre d'affiches du format 63×90 cm, égal à trois fois le nombre d'emplacements réservés à l'affichage électoral, prévus par la loi du 20 mars

1914, et tels qu'ils seront déterminés par les décisions des Administrateurs-maires et Commandants de cercle.

4^o — un nombre d'affiches de format 21×45 au nombre des affiches prévues au paragraphe précédent.

Ces affiches ne pourront contenir que les dates et lieux des réunions électorales, et les noms des orateurs et candidats.

5^o — aucun candidat ne pourra faire apposer plus de trois affiches de chaque catégorie, sur les emplacements réservés prévus par la loi du 20 mars 1914.

L'affichage en dehors de ces emplacements, même par affiches timbrées est prohibé et sanctionné par la loi.

ART. 6. — La commission n'assurera pas l'envoi des imprimés qui ne lui seront pas remis dans les délais impartis.

ART. 7. — La commission prévue à l'article 1^{er} restera en fonction en cas de deuxième tour et procédera aux opérations qui lui incombent au plus tard le cinquième jour précédant le scrutin de ballottage.

ART. 8. — Des dispositions adéquates seront prises par l'Administration et le service des P.T.T. pour assurer la distribution des bulletins et des circulaires dans les meilleurs délais.

ART. 9. — Le présent arrêté sera publié par la procédure d'urgence et communiqué partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 24 septembre 1945:

DE VILLEDEUIL.

(Soumis à la procédure de publication d'urgence par arrêté local n° 547 CAB. du 28 septembre 1945).

ARRETE N° 1550/APA. du 29 septembre 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
GOUVERNEUR DU DAHOMEY,

Vu l'ordonnance du 7 septembre 1840, rendue applicable à la colonie par décret du 10 mars 1893;

Vu le décret du 18 octobre 1904 portant réorganisation du Gouvernement général de l'A.O.F., modifié par les décrets des 3 décembre 1920 et 30 mars 1925;

Vu l'ordonnance du 22 août 1945;

Vu la loi du 21 juillet 1927 et notamment ses articles 8, 9, 10, 11, 12 et 14;

Vu l'arrêté général du 30 août 1945 et notamment son article 2;

Vu l'accord du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté 1526 APA. du 24 septembre 1945;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le premier alinéa de l'article premier de l'arrêté 1526 APA. du 24 septembre 1945 est modifié comme suit :

« Dans la circonscription électorale Dahomey-Togo et quinze jours au moins avant le premier tour du scrutin pour les élections à l'assemblée constituante, une commission composée :

du Président du Tribunal de 1^{re} Instance de Cotonou *Président*

du Chef du Service des P.T.T. du Dahomey

du Chef du Service des P.T.T. du Togo ou de son représentant

du Chef du Bureau des A.E. du Dahomey ou de son représentant

du Chef du Bureau des A.E. du Togo ou de son représentant

du Greffier en Chef près le Tribunal de 1^{re} Instance de Cotonou *Secrétaire*
et des candidats en présence ou de leurs mandataires à raison d'un par candidat, sera constituée.

Cette commission se réunira au Palais de Justice de Cotonou sur convocation de son président.

Le reste sans changement.

ART. 2. — Le présent arrêté sera publié selon la procédure d'urgence et communiqué partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 29 septembre 1945.

DE VILLEDEUIL.

(Soumis à la procédure de publication d'urgence par arrêté n° 557 Cab. du 2 octobre 1945).

ARRETE N° 1.556/APA. du 1^{er} octobre 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
GOUVERNEUR DU DAHOMEY,

Vu l'ordonnance du 7 septembre 1840, rendue applicable à la colonie par décret du 10 mars 1893;

Vu le décret du 18 octobre 1904 portant réorganisation du Gouvernement général de l'A.O.F., modifié par les décrets des 4 décembre 1920 et 30 mars 1925;

Vu l'ordonnance du 22 août 1945;

Vu la loi du 21 juillet 1927 et notamment ses articles 8, 9, 10, 11, 12 et 14;

Vu l'arrêté général du 30 août 1945 et notamment son article 2;

Vu l'accord du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté 1526 APA. du 24 septembre 1945;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté 1550 APA. du 29 septembre 1945 est rapporté.

ART. 2. — Les articles 1^{er} et 3 de l'arrêté 1526 APA. du 24 septembre 1945 sont modifiés comme suit :

« Article premier. — Dans la circonscription électorale Dahomey-Togo et 15 jours avant le premier tour du scrutin pour les élections à l'assemblée constituante, une commission composée :

du Président du Tribunal de 1^{re} Instance de Cotonou *Président*

du Chef du Service des P.T.T. du Dahomey ou de son représentant

du Chef du Service des P.T.T. du Togo ou de son représentant

du Chef du Bureau des A.E. du Dahomey ou de son représentant

du Chef du Bureau des A.E. du Togo ou de son représentant

du Greffier en Chef près le tribunal de 1^{re} instance de Cotonou *Secrétaire*
et des candidats en présence ou de leurs mandataires à raison d'un par candidat sera constituée.

Cette commission se réunira au Palais de Justice de Cotonou sur convocation de son Président.

Article 3. — La commission établira le coût total des frais résultant de l'application de l'article 2 ci-dessus et déterminera la part incombant à chaque candidat, laquelle part sera augmentée d'une somme de 500 francs à titre de rémunération au greffier secrétaire de la commission. La contribution devra être versée dans les vingt quatre heures dans les mains du secrétaire de la dite commission qui en délivrera récépissé ».

ART. 3. — Le présent arrêté sera publié selon la procédure d'urgence et communiqué partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 1^{er} octobre 1945.

DE VILLEDEUIL.

(Soumis à la procédure de publication d'urgence par arrêté n° 566 CAB. du 4 octobre 1945).

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

Nominations — Affectations

Par décision du Gouverneur général de l'A.O.F. du :

17 septembre 1945. — M. Thomassey, professeur en service détaché à l'Institut Français d'Afrique Noire, concurremment à ses fonctions de directeur du centre local de l'IFAN au Dahomey, est chargé de la direction du centre local de l'IFAN au Togo.

L'intéressé aura à ce titre toutes facilités pour se rendre fréquemment dans le territoire du Togo.

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} juillet 1945.

Par arrêté du Gouverneur général de l'A.O.F. en date du :

22 septembre 1945. — Les élèves dont les noms suivent, diplômées de l'école normale de jeunes-filles de Rufisque (promotion 1945) sont agréées en qualité d'institutrices du cadre commun secondaire de l'enseignement de l'A.O.F. et reçoivent les affectations ci-après :

1^o — *Stagiaires* :

Thompson Thérèse — Togo

Mensah Berthe — Togo

ACTES DU POUVOIR LOCAL

PERSONNEL EUROPÉEN

Nomination — Affectation

Par décision n° 572 p. du :

8 octobre 1945. — M. Robin Elie, ingénieur hors classe du cadre général des services techniques et scientifiques de l'agriculture des colonies, est nommé chef du service de l'agriculture du Togo, en remplacement de M. Pierron.

M. Pierron René, ingénieur hors classe du cadre général des services techniques et scientifiques de l'agriculture des colonies, demeure affecté au service de l'agriculture à Lomé.

Agents auxiliaires

Démission

Par décision n° 573 p. du :

8 octobre 1945. — Est acceptée, pour compter du 1^{er} novembre 1945, la démission de son emploi offerte, pour convenances personnelles, par M. Fresnel Emile Raymond, surveillant des Travaux publics.

PERSONNEL INDIGÈNE

Affectations

Par décision n° 562 p. du :

2 octobre 1945. — M. Adama Godefroy, assistant topographe stagiaire du cadre commun secondaire de l'A.O.F., nouvellement affecté au Togo est mis à la disposition du chef du service des travaux publics et des mines, pour servir à la section topographique.

Par décision n° 565 p. du :

4 octobre 1945. — M. Folly Michel, commis d'administration principal de classe exceptionnelle, en service au cercle de Lomé est, provisoirement et cumulativement avec ses fonctions actuelles, affecté au greffe du Tribunal de 1^{re} instance de Lomé, en remplacement de M. Sanvee Robert, secrétaire au greffe, candidat aux prochaines élections générales, placé dans la position de congé sans solde du 5 au 20 octobre 1945 inclus.

Par décision N° 566 p. du :

5 octobre 1945. — La décision n° 116/p. du 10 mars 1945 portant affectations est modifiée ainsi qu'il suit :

« Le médecin auxiliaire principal de 4^e classe Wilson Robert, en service à Lomé, est détaché temporairement à Mango, pour y remplir, à titre intérimaire, les fonctions dont était chargé le médecin auxiliaire de 2^e classe Yébovi Elias, convoqué à Lomé pour conseil d'enquête.

M. Wilson aura droit à l'indemnité de séjour dans les conditions prévues par les textes en vigueur.

La sage-femme auxiliaire principale de 4^e classe Wilson Joséphine, en service à Lomé, est détachée temporairement à Lama-Kara (Cercle de Sokodé), pour y remplir, à titre intérimaire, pendant la durée de la permission d'absence de la sage-femme auxiliaire de 2^e classe da Costa Eugénie, les fonctions dont cette dernière était chargée.

Mme Wilson aura droit à l'indemnité de séjour dans les conditions prévues par les textes en vigueur.

La sage-femme auxiliaire de 1^{re} classe Tossou Héloïse, en service à Lomé est détachée temporairement à Atakpamé pour y remplir, à titre intérimaire, pendant la durée du congé de maternité de la sage-femme auxiliaire de 1^{re} classe Fumey Christine, les fonctions dont cette dernière était chargée.

Mme Tossou aura droit à l'indemnité de séjour dans les conditions prévues par les textes en vigueur ».

Par décision N° 574 P. du :

8 octobre 1945. — Les institutrices stagiaires du cadre commun secondaire de l'enseignement primaire de l'A.O.F., mises à la disposition du Commissaire de la République au Togo par décision générale n° 2934 du 22 septembre 1945 et dont les noms suivent, sont affectées pour compter du 1^{er} octobre 1945 :

A l'école de filles de Lomé :

Mensah Berthe

A l'école de filles d'Anécho :

Thompson Thérèse

MODIFICATIF à la décision n° 151/P. du 22 mars 1945 portant affectation.

Au lieu de :

L'aide-médecin de 3^e classe Sand Eugène, en service à Lomé, est affecté provisoirement à Lama-Kara (Cercle de Sokodé), pendant la durée de la permission d'absence de l'infirmier-major de 4^e classe Abbey Firmin.

Lire :

L'aide-médecin de 3^e classe Sand Eugène, en service à Lomé, est détaché temporairement à Lama-Kara (Cercle de Sokodé), pour y remplir, à titre intérimaire, pendant la durée de la permission d'absence de l'infirmier-major de 4^e classe Abbey Firmin, les fonctions dont ce dernier était chargé.

Il aura droit à l'indemnité de séjour dans les conditions prévues par les textes en vigueur.

Le reste sans changement.

Retraite

Par arrêté N° 567 P. du :

4 octobre 1945. — M. Colley Augustin, instituteur de 1^{re} classe du cadre local secondaire de l'enseignement du Togo, en service à Anécho, est admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite, pour compter du 1^{er} octobre 1945.

Sanctions disciplinaires

Par décision N° 570 P. du :

6 octobre 1945. — Un blâme officiel avec inscription au dossier est infligé à l'instituteur de 1^{re} classe du cadre local secondaire de l'enseignement du Togo Bocco Eusèbe, précédemment en service à Palimé pour inconduite.

Suspension de fonctions

Par arrêté N° 542 P. du :

26 septembre 1945. — L'assistant de police adjoint de 1^{re} classe Akpokli Charles, en service à Sokodé est provisoirement suspendu de ses fonctions et jusqu'à décision à intervenir.

Pendant toute la durée de sa suspension de fonctions, M. Akpokli restera à la disposition du commandant du cercle de Sokodé et conservera momentanément le traitement dont il jouit actuellement.

Le présent arrêté aura effet pour compter de date de sa notification à l'intéressé.

Agents auxiliaires

Nominations — Affectations

Par décision N° 567 P. du :

5 octobre 1945. — Sont engagés en qualité de maîtres auxiliaires de l'enseignement (échelle 2 — échelon 1), pour compter du 1^{er} octobre 1945, et reçoivent les affectations suivantes, les nommés :

Gnémégna Etienne,	} Ecole de garçons de Lomé
Gbikpi Pierre,	
Jondo Emmanuel,	
Kpétson Emmanuel :	Ecole de garçons de Palimé
Ahadzi Seth :	Ecole de village d'Akata.

Par décision N° 578 P. du :

10 octobre 1945. — Le nommé Kuadjovi Christophe titulaire du diplôme de l'Ecole des Pupilles mécaniciens de la Marine en A.O.F. (section dessins), engagé en qualité de calqueur, au salaire mensuel deux mille trois cents francs (2.300 francs), à l'exclusion de tous accessoires ou indemnités, pour servir Réseau des C.F.T.

M. Kuadjovi aura droit en outre aux divers avantages définis par l'ordre général n° 1 du 8 mars 1944 modifié par les ordres généraux n°s 2, 3 et 4 des 14 avril 1944, 3 octobre 1944 et 7 juin 1945, par règlement intérieur du personnel auxiliaire employé au Réseau des Chemins de fer du Togo.

Prime de fin d'engagement

Par décision N° 563 CFT. du :

2 octobre 1945. — Est allouée à l'ex-chef d'équipe auxiliaire Dossa Tété la somme de : Mille huit cent trente cinq francs (1.835), à titre de prime de fin d'engagement calculée suivant C de l'article 1^{er} de l'arrêté général N° 3559 du 7 octobre 1943.

La dépense correspondante est imputable au budget des chemins de fer et du wharf du Togo — chapitre I bis — article 2 — paragraphe 2.

Gardes forestiers**Affectations**

Par décision N° 555 p. du :

27 septembre 1945. — Les gardes forestiers stagiaires ci-après désignés, sont affectés :

à Agbonou (Subdivision d'Atakpamé)

Pelly Victor, en service à Akaba (Subdivision d'Atakpamé).

à Havé (Subdivision d'Atakpamé)

Folly Jean, en service à Bassari (Cercle de Sokodé).

à Tététou Nord (Subdivision d'Atakpamé)

Lawson David, en service à Agbatitoé (Subdivision d'Atakpamé).

à Amakpavé (Subdivision d'Atakpamé)

Loumon Alexandre, en service à Tabligbo (Cercle d'Aniécho).

Gardes-frontières**Démission**

Par arrêté N° 568 p. du :

4 octobre 1945. — Est acceptée, pour compter du 1^{er} octobre 1945, la démission de son emploi offerte par le garde-frontière de 1^{re} classe des douanes Ajavon Albert, en service au poste de Kwadjovikopé (Cercle de Lomé).

Forces de Police

Par arrêté N° 549 BM. du :

29 septembre 1945. — Le garde de 2^e classe Lamboni Djandjoulougou, N° Mle 1504, du peloton d'Aniécho, décédé à Aniécho le 15 août 1945, est rayé des contrôles actifs des Forces de Police du Territoire à compter du 16 août 1945.

La gratuité du transport est accordée à sa famille pour rejoindre ses foyers.

Le garde de 2^e classe Baké Batoa, N° Mle 1250, du peloton du Centre (Subdivision d'Atakpamé), est révoqué pour mauvaise conduite habituelle et rayé des contrôles actifs des Forces de Police du Territoire pour compter du 1^{er} octobre 1945.

La gratuité du transport lui est accordée pour rejoindre ses foyers avec sa famille.

Sont licenciés et rayés des contrôles actifs des forces de Police du Territoire :

pour compter du 1^{er} octobre 1945

Bassodé, garde de 2^e classe Mle 1362, du peloton de Lomé « pour négligences répétées en service ».

pour compter du 1^{er} novembre 1945

Tamonkya, garde de 1^{re} classe Mle 1346, du peloton de Sokodé (Lama-Kara) « pour inaptitude professionnelle ».

La gratuité du transport leur est accordée pour rejoindre leurs foyers avec leur famille.

Par arrêté N° 551 BM. du :

29 septembre 1945. — Le stagiaire de la catégorie B. Kpatcha Ahoubouni, N° Mle M/1101 BT, de la Compagnie des Forces de Police, est licencié pour inaptitude professionnelle et rayé des contrôles actifs des Forces de Police du Territoire pour compter du 1^{er} octobre 1945.

La gratuité du transport lui est accordée pour rejoindre ses foyers avec sa famille.

Sont rengagés pour 1 an les gradés et miliciens dont les noms suivent :

à compter du 1^{er} septembre 1945

Ali Maloua, caporal, Mle M/1019 BT, de la Cie des Forces de Police.

à compter du 16 septembre 1945

Kotomba Korsawo, milicien 2^e classe, M/1022 BT, de la Cie des Forces de Police.

à compter du 1^{er} octobre 1945

De Souza Rémy, sergent, M/1025 AD, de la Cie des Forces de Police.

Batama Joseph, sergent, M/1026 AT, de la Cie des Forces de Police.

Lantoukou Hourou, milicien 2^e classe, M/1030 BT, de la Cie des Forces de Police.

Kerténé Kandjou, milicien 2^e classe, M/1031 BT, de la Cie des Forces de Police.

à compter du 13 octobre 1945

Kédéssimé Abalo, caporal, M/1032 BT, de la Cie des Forces de Police.

Sont engagés pour 1 an :

COMME CAPORAL

à compter du 1^{er} septembre 1945

Houéhanou Gaston, Capl-stag. Mle M/1242 AD, de la Cie des Forces de Police.

à compter du 1^{er} octobre 1945

Hèssou Dégbévi, Capl-stag. Mle M/1246 AB, de la Cie des Forces de Police.

COMME MILICIEN DE 1^{re} CLASSEà compter du 1^{er} octobre 1945

Patouba Eugène, 1^{re} classe stagiaire. Mle M/1094 BC, de la Cie des Forces de Police.

Longa Samuel, 1^{re} classe stagiaire Mle M/1100 BT, de la Cie des Forces de Police.

Pokanam Douti, 1^{re} classe stagiaire Mle M/1108 BT, de la Cie des Forces de Police.

COMME MILICIEN DE 2^e CLASSEà compter du 1^{er} septembre 1945

Seydou Sakia, stagiaire catégorie A, Mle M/1228 BS, de la Cie des Forces de Police.

Houkpédji Fanou, stagiaire catégorie A, Mle M/1232 AD, de la Cie des Forces de Police.

à compter du 5 septembre 1945

Togbé Bossa, stagiaire catégorie A, Mle M/1243 AD, de la Cie des Forces de Police.

à compter du 1^{er} octobre 1945

Lémon Tchala, stagiaire catégorie B. Mle M/1095 BT, de la Cie des Forces de Police.

Kpanté Djoré, stagiaire catégorie B. Mle M/1097 BT, de la Cie des Forces de Police.

Kombaté Monpien, stagiaire catégorie B. Mle M/1098 BT, de la Cie des Forces de Police.

Kombaté Laré, stagiaire catégorie B. Mle M/1102 BT, de la Cie des Forces de Police.

Samboné Laré, stagiaire catégorie B. Mle M/1104 BT, de la Cie des Forces de Police.

Aloukéourou Méba, stagiaire catégorie B. Mle M/1106 BT, de la Cie des Forces de Police.

Sont agréés à la Compagnie des Forces de Police en qualité de stagiaires catégorie B. les indigènes volontaires dont les noms suivent :

à compter du 25 août 1945

Douti Kombati Tétengou.

à compter du 1^{er} septembre 1945

Djobouakaré Kombati Laré,

Hermann Charles Kouassi,

Baniport Tchen,

Lino Laurent.

RECTIFICATIF à l'arrêté N° 395 BM. du 26 juillet 1945.

Le licenciement du brigadier de 2^e classe Kalakassi, N° Mle 937, du peloton de Sokodé (Lama-Kara), prononcé par arrêté N° 395 du 26 juillet 1945, est annulé.

Ce gradé reste affecté à Lama-Kara.

DIVERS**Association**

N° 3021 AP. — Par arrêté du Gouverneur général de l'A.O.F. en date du :

2 octobre 1945. — Est autorisée en A.O.F. la constitution de la « Fédération des Victimes de Vichy de l'A.O.F. et du Togo ».

Le siège de cette fédération est à Dakar.

Conseil d'arbitrage

Par arrêté N° 554 APA. du :

29 septembre 1945. — Sont nommés assesseurs auprès du conseil d'arbitrage de travail indigène du cercle du centre pour l'année 1945 :

a) *Assesseur titulaire* :

M. Azémard, agent de la S.G.G.G. à Atakpamé en remplacement de M. Rodier, parti en congé.

b) *Assesseur suppléant* :

M. Peyrès Paul, agent de la S.G.G.G. à Atakpamé en remplacement de M. Moindrot, parti en congé.

Enseignement**Cours de perfectionnement**

Par décision N° 579 E. du :

10 octobre 1945. — Les instituteurs dont les noms suivent sont chargés pendant l'année scolaire 1945-1946 des cours de perfectionnement hebdomadaires des moniteurs institués par la circulaire du 24 septembre 1925 :

CENTRE DE LOMÉ**Groupe de la Route d'Anécho**

M. Atayi Salomon, instituteur principal du cadre secondaire de l'A.O.F.

Groupe du Quartier Fréau (Sanoussi)

M. N'Diaye Boubacar, instituteur principal de classe exceptionnelle du cadre local du Togo.

Groupe de la Petite Vitesse

M. Kponton Hubert, instituteur principal de classe exceptionnelle du cadre local du Togo.

CENTRE D'ANÉCHO

M. Randolph Léopold, instituteur principal du cadre secondaire de l'A.O.F.

CENTRE D'ATAKPAMÉ

M. Johnson Romuâld, instituteur principal du cadre secondaire de l'A.O.F.

CENTRE DE PALIMÉ

M. D'Almeida Charles, instituteur adjoint du cadre secondaire de l'A.O.F.

CENTRE DE SOKODÉ

M. Ajavon Henri, instituteur principal de classe exceptionnelle du cadre local du Togo.

CENTRE DE MANGO

M. Tocou Michel, instituteur principal de 3^e classe du cadre local du Togo.

Ces fonctionnaires auront droit à l'indemnité prévue par l'arrêté n° 70/F. du 5 février 1944.

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} octobre 1945.

Ecole Professionnelles de Sokodé

Par décision N° 569 E. du :

6 octobre 1945. — Sont reçus aux examens de fin d'études et diplômés de l'Ecole Professionnelle de Sokodé, les élèves de 4^e année ci-dessous désignés, par ordre de mérite :

- 1^o — Gouvidé Madéou — Section Maçonnerie
- 2^o — Gbati Ali — Section Maçonnerie
- 3^o — Yovo Gabriel — Section Bois
- 4^o — Lamoussa Moussa — Section Fer
- 5^o — Sonokpon Antoine — Section Fer
- 6^o — Moussa Derman — Section Maçonnerie
- 7^o — Kpankpanso Méléga — Section Fer
- 8^o — Tahirou Derman — Section Bois
- 9^o — Tamégnon Comlan — Section Bois
- 10^o — Issa Idrissou — Section Bois.

Par décision N° 575 E. du :

8 octobre 1945. — Les élèves de l'Ecole Professionnelle de Sokodé :

Birrégah Ezzo, Ali Tayrou,
sont autorisés à redoubler leur 2^e année d'études.

Les élèves de l'Ecole Professionnelle de Sokodé :
Moumouni Mama, Konaté Aboubacar,
sont licenciés pour insuffisance de travail.

Par décision N° 583 E. du :

11 octobre 1945. — L'élève Da Ernestho Calixte, du cours supérieur de Sokodé, est admis à l'Ecole Professionnelle de Sokodé en qualité d'élève de 1^{re} année.

Frais funéraires

Par décision N° 558 F. du :

27 septembre 1945. — Est accordé à Madame Veuve Christine Mensah le remboursement d'une somme de Six cents francs (600 frs.) à titre de frais funéraires et d'érection de tombe qu'elle a supportés à l'occasion du décès de son époux Joseph Kwési Mensah, agent de l'enregistrement des domaines et du timbre, survenu à Lomé le 18 août 1945, après plus de 25 ans de services dans l'Administration française au Togo.

La dépense est imputable au budget local — exercice 1945, chapitre XVII — article 2 — paragraphe 1.

Par décision N° 559 F. du :

27 septembre 1945. — Est accordé à M. Edoh Ignace, infirmier-major de 1^{re} classe en service à Aného, le remboursement d'une somme de Cinq cents francs (500 frs.) au titre de frais funéraires et d'érection de tombe qu'il a supportés à l'occasion du décès de son épouse Aloubgavi, survenu à Zalivé (Cercle d'Aného) le 27 juin 1945.

La dépense est imputable au budget local — exercice 1945 — chapitre XVII — article 2 — paragraphe 1.

Indemnité de transport

Par décision N° 556 F. du :

27 septembre 1945. — Le moniteur d'agriculture Kengbo Moïse, en service à Palimé, est autorisé à utiliser sa bicyclette pour les besoins du service. A cet effet, il percevra une indemnité d'entretien d'un véhicule de Soixante francs (60 frs.) par mois payable trimestriellement et à terme échu, sur le vu d'un certificat attestant qu'il a utilisé sa bicyclette pour les besoins du service durant la période en cause.

La dépense est imputable au chapitre X — article 5 — paragraphe 7 — budget local — exercice 1945.

La présente décision est valable pour l'année 1945. Elle a effet pour compter du 1^{er} juillet 1945.

Justice

Par arrêté N° 540 APA. du :

26 septembre 1945. — M. Vaudiau (Raymond), administrateur des colonies, est nommé membre suppléant du tribunal colonial d'appel de Lomé, en remplacement de M. Berlie Michel, administrateur-adjoint des colonies.

Libération conditionnelle

Par arrêté n° 574 APA. du :

11 octobre 1945. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé au détenu Akoffi Somenou Emmanuel, condamné à un an de prison et 1.000 frs. d'amende par jugement N° 15 du 5 mars 1945 du tribunal du 1^{er} degré de Klouto, pour complicité passive d'abatage de palmiers à huile et de détention d'alcool de traite.

Santé*Ecole d'infirmiers et infirmières*

Par décision N° 561 P. du :

30 septembre 1945. — Le nommé Lawson Philippe est exclu de l'école des infirmiers et infirmières du Togo, pour compter du 15 septembre 1945, date à laquelle il a abandonné les cours.

Le nommé Nouréni Bénédicte est admis à suivre les cours de l'école des infirmiers et infirmières du Togo, en remplacement de Lawson Philippe, exclu.

Secours

Par arrêté N° 545 F. du :

27 septembre 1945. — Est renouvelé et porté de 2.180 frs. à Trois mille francs (3.000 frs.) par an, pour une période de 3 ans à compter du 1^{er} juillet 1945, le secours temporaire qui a été accordé suivant décision n° 167 du 22 octobre 1936 et arrêtés nos 266, 437 et 707 des 1^{er} mai 1933, 25 août 1939 et 14 décembre 1942, à Madame Aubénas Thérèse, veuve de l'ex-

commis principal des P.T.T. du cadre local du Togo, Marcel Koffi Aubénas, décédé à Lomé le 1^{er} novembre 1932 et qui totalise à cette date 27 années de service au Territoire.

Ce secours est payable trimestriellement et à terme échu.

La dépense correspondante est imputable au chapitre XIV — article 2 — paragraphe 1 du budget local du territoire du Togo.

Par arrêté N° 548 F. du :

29 septembre 1945. — Est renouvelé pour une période de trois ans à compter du 1^{er} octobre 1945, le secours temporaire de Mille deux cents francs (1.200 frs.) par an qui a été accordé par arrêté n° 524/F. du 22 septembre 1942, à Madame Joséphine Daniel Brym, veuve de l'ex-commis d'administration de 5^e classe Daniel Brym, décédé à Lomé le 6 septembre 1939.

Ce secours est payable trimestriellement et à terme échu.

La dépense correspondante est imputable au chapitre XIV, article 2, paragraphe 1 du budget local du territoire du Togo.

Par décision N° 557 F. du :

27 septembre 1945. — A titre exceptionnel, un secours éventuel de Douze mille francs (12.000 frs.) équivalant à trois mois de solde de présence de l'agent de l'enregistrement des domaines et du timbre, Joseph Kwési Mensah décédé à Lomé le 18 août 1945 (après plus de 25 ans de services dans l'Administration Française au Togo) est accordé à sa veuve Madame Christine Mensah.

La dépense résultant du paiement de ce secours est imputable au budget local — exercice 1945, chapitre VI — article 4 — paragraphe 2.

Sociétés indigènes de prévoyance

Par arrêté n° 550 AE. du :

29 septembre 1945. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles primitifs 1945 des cotisations des Sociétés Indigènes de Prévoyance dont le détail suit :

S.I.P. de Lomé

Subdivision de Lomé : Cent neuf mille trois cent quarante francs (109.340 frs.).

Lomé-Ville : Quinze mille huit cent quarante francs (15.840 frs.).

S.I.P. de Tsévié

Trois cent vingt six mille trois cents francs — (326.300 frs.).

S.I.P. d'Aného

Catégorie ordinaire : Huit cent quinze mille cent soixante francs — (815.160 frs.).

Catégorie supérieure : Trois mille cinq cent vingt francs — (3.520 frs.).

S.I.P. de Palimé

Deux cent quatre vingt dix-huit mille deux cent soixante cinq francs — (298.265 frs.).

S.I.P. de Sokodé

Trois cent trente et un mille six cent soixant cinq francs — (331.665 frs.).

S.I.P. de Lama-Kara

Six cent six mille trois cent quinze francs — (606.315 frs.).

S.I.P. de Bassari

Cent soixante dix-neuf mille neuf cent cinquante cinq francs — (179.955 frs.).

S.I.P. de Mango

Cent trente mille deux cents francs — (130.200 frs.).

S.I.P. d'Atakpamé

Cinq cent cinq mille cinq cent quarante francs — (505.540 frs.).

Terrain domanial

Par arrêté n° 561 DOM. du :

3 octobre 1945. — Le nommé Georges K. Kudoyon propriétaire à Lomé, est autorisé à occuper à ses risques et périls, une parcelle de terrain domanial, situ à Lomé, rue de Bè, constituant le lot n° 250 du granc buch allemand de Lomé, d'une superficie de 2 are 27 centiares.

Ce permis d'occupation est accordé aux conditions fixées par le cahier des charges annexé au présent arrêté.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

AVIS

Deuxième session de l'examen professionnel d'entrée dans la Magistrature.

ARTICLE PREMIER. — La deuxième session de l'examen professionnel institué par l'article 1^{er} du décret du 13 février 1908 portant règlement d'administration publique sur le recrutement et l'avancement des magistrats sera ouverte à Paris le jeudi 15 novembre 1945.

ART. 2. — Les candidats se feront inscrire au parquet du Procureur de la République de l'arrondissement où ils résident dans le mois qui suivra la publication du présent arrêté et dans les conditions fixées par l'article 4 du décret du 13 février 1908. Ceux dont les noms seront portés sur la liste arrêtée par le Ministre de la Justice, conformément à l'article du décret susvisé, seront convoqués par les soins de la chancellerie. La convocation indiquera le jour l'heure et le lieu de l'examen.

ART. 3. — L'examen commencera par les épreuves écrites. Celles-ci auront lieu à Paris et, s'il y a lieu, dans les villes qui seront désignées par arrêté du Garde des Sceaux.

Les sujets des compositions écrites, communs à tous les candidats, seront choisis par le Jury et adressés, sous enveloppes cachetées, aux premiers présidents des cours d'appel dans le ressort desquelles aura lieu l'examen.

Les épreuves écrites comporteront :

1^o — Une composition portant sur un sujet de culture générale : durée : quatre heures ;

2^o — Une composition portant sur des questions de pratique judiciaire tirées de l'une des matières énumérées à l'article 6 ci-après : durée, quatre heures.

Les candidats seront installés de manière à ne pouvoir communiquer entre eux ni avec le dehors. La surveillance sera confiée soit aux membres du jury, soit à des magistrats du Ministère de la Justice ou des cours ou tribunaux.

Les magistrats qui auront assuré la surveillance adresseront, à l'issue des épreuves, les copies des candidats, sous enveloppes fermées, au Président du Jury.

ART. 4. — Le jury dressera la liste, par ordre alphabétique des candidats qui, ayant obtenu 40 points au moins aux épreuves écrites, seront seuls admis à subir les épreuves orales.

ART. 5. — Un arrêté du Garde des Sceaux déterminera les conditions et la ou les villes dans lesquelles auront lieu les épreuves orales aux jours fixés par le Président du Jury et en séance publique. Ces épreuves se composeront de deux interrogations et d'un exposé oral portant sur les matières énumérées à l'article 6 ci-après.

ART. 6. — Les interrogations comprendront :

1^o — Une question sur l'une des matières suivantes : code civil, code de procédure civile (art. 48 à 165, 252 à 294, 443 à 475, 506 à 516, 806 à 811), code de commerce (art. 1^{er} à 64, 437 à 587, 591 et 592, 631 à 641) lois sur la transcription, les sociétés, la liquidation judiciaire, le chèque, la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés, les accidents du travail, les associations, les syndicats professionnels, le régime des aliénés ;

2^o — Une question sur l'une des matières suivantes : code pénal, code d'instruction criminelle, lois sur les récidivistes, l'aggravation et l'atténuation des peines, l'instruction préalable, les tribunaux pour enfants, l'exécution des peines et la contrainte par corps, l'organisation judiciaire de la France, la composition et la compétence des diverses juridictions, le principe de la séparation des pouvoirs, les conflits, l'assistance judiciaire, la presse, le contrôle et la surveillance des officiers publics et ministériels, le chèque au point de vue pénal, le casier judiciaire, le délit de fuite, la provocation à l'avortement et la propagande anticonceptionnelle, l'abandon de famille.

ART. 7. — Les sujets d'exposé oral porteront sur l'une des matières énumérées à l'article précédent. Ils seront choisis par le jury et enfermés dans des enveloppes cachetées. Chacun des candidats admis à subir les épreuves de l'exposé oral dans les conditions fixées à l'article 4 ci-dessus tirera au sort le sujet qu'il aura à traiter une heure avant le moment où il devra être appelé à faire son exposé. Les enveloppes seront ouvertes par un membre du jury. Toute communication du candidat avec des personnes autres que celles chargées de la surveillance est interdite. La surveillance sera assurée par des Magistrats du Ministère de la Justice ou des cours et tribunaux. L'exposé oral ne devra pas durer plus de quinze minutes.

ART. 8. — Pour l'épreuve écrite et pour l'examen oral, les candidats ne pourront se servir que de codes ou recueils de lois ne contenant aucune indication de doctrine ou de jurisprudence et sans autres notes que des références à des textes législatifs et réglementaires.

L'usage de notes et de documents quelconques est formellement interdit. Il sera remis à chaque candidat du papier et une feuille spéciale pour la composition écrite.

ART. 9. — Les candidats subiront les épreuves orales en suivant l'ordre alphabétique de l'initiale de leur nom. La lettre par laquelle il sera commencé sera tirée au sort avant les épreuves écrites.

ART. 10. — Il pourra être procédé aux interrogations orales par chaque examinateur séparément, mais l'exposé oral devra être présenté devant la majorité du jury réuni.

ART. 11. — La liste des candidats admis sera arrêtée par le jury. Par application du second paragraphe de l'article 12 du décret du 13 février 1908, modifié par le décret du 10 avril 1912, le jury délibérera spécialement afin de désigner au Ministre de la Justice ceux des candidats qui se seront particulièrement distingués.

ART. 12. — Le Président joindra à la liste des candidats jugés aptes aux fonctions judiciaires et à celle contenant les propositions du jury un rapport sur les résultats généraux et la valeur des examens.

ART. 13. — La composition écrite et les épreuves orales seront appréciées de 0 à 10. Le coefficient attribué à chacune d'elles est ainsi fixé :

L'épreuve de culture générale	4
L'épreuve de pratique judiciaire	4
Chaque interrogation	2
L'exposé oral	4

ART. 14. — Pourront seuls être admis les candidats qui, ayant été déclarés admissibles dans les conditions fixées à l'article 4 du présent arrêté, auront obtenu pour l'ensemble des épreuves un nombre de points supérieur à 80.

ART. 15. — Par application de l'article 7 du décret du 13 février 1908, modifié par le décret du 5 mars 1927, les candidats docteurs en droit pourvus soit du diplôme portant la mention « sciences juridiques » prévue par le décret du 30 avril 1895, soit du diplôme d'études supérieures de droit romain, et d'histoire du droit et d'études supérieures de droit privé institué par le décret du 2 mai 1925, bénéficieront d'une majoration de 10 points.

Les candidats docteurs en droit justifiant du diplôme d'études supérieures de droit romain et d'histoires du droit ou d'études supérieures de droit privé et du diplôme d'études supérieures de droit public ou d'études supérieures d'économie politique bénéficieront d'une majoration de 5 points.

Les majorations de points prévues par les dispositions qui précèdent entreront en ligne de compte par le calcul du nombre des points exigés par l'article 14 ci-dessus.

Avis de concours

pour l'emploi de garde-frontière

Un concours pour l'emploi de garde-frontière aura lieu à Lomé le jeudi 22 novembre 1945.

Les conditions exigées pour participer audit concours sont :

- 1^o — être Français (citoyen, sujet ou administré) ;
- 2^o — être âgé de 18 ans au moins et de 25 ans au plus ;
- 3^o — avoir une taille de 1m,70 au minimum ;
- 4^o — n'être pas ancien agent de l'administration révoqué, licencié ou démissionnaire, sauf lorsque le licenciement a été prononcé pour nécessités budgétaires, ou raisons de santé ;
- 5^o — en ce qui concerne les citoyens et les sujets français, avoir satisfait aux obligations de la loi sur le recrutement de l'armée ;

Tout candidat doit produire à l'appui de sa demande :

- 1^o — un extrait de l'acte de naissance légalisé ou toute autre pièce en tenant lieu ;
- 2^o — un certificat de bonnes vie et mœurs ;
- 3^o — un extrait du casier judiciaire ;

ayant moins de trois mois de date.

4^o — un certificat médical de visite et de contre-visite attestant qu'il est apte physiquement à l'emploi qu'il sollicite, et qu'il n'est atteint d'aucune affection tuberculeuse ;

5^o — une carte d'identité avec photographie ;

6^o — le cas échéant, une copie certifiée conforme du certificat d'études ou une attestation du Chef du Service de l'Enseignement en tenant lieu ;

(Les candidats titulaires du certificat d'études bénéficieront d'une bonification de 1/6^e des points obtenus au concours) ;

7^o — pour les candidats citoyens ou sujets français une pièce établissant que l'intéressé a satisfait aux obligations de la loi sur le recrutement et éventuellement le certificat de bonne conduite.

Les demandes des candidats accompagnées des dossiers de candidatures devront parvenir au Commissaire de la République (Bureau du Personnel) avant le 7 novembre 1945, dernier délai.

AVIS

d'adjudication à bref délai

Travaux d'aménagement au bâtiment à étage du Camp de la Milice à Lomé

Le vendredi 9 novembre 1945 à 10 heures, il sera procédé, à Lomé, dans les bureaux du Secrétariat Général, en séance publique et dans les formes réglementaires, à l'adjudication, au rabais sur soumissions cachetées, des travaux d'aménagement au bâtiment à étage du Camp de la Milice à Lomé.

Les travaux, à exécuter dans un délai de 3 mois à compter de la notification de l'approbation de l'adjudication, ont été évalués comme suit :

Travaux proprement dits	219.362
Somme à valoir	30.638
Total	250.000

Le cautionnement provisoire est fixé à . . . 4.000

Le cautionnement définitif est fixé à . . . 8.000

Les renseignements relatifs à cette adjudication seront communiqués tous les jours, sauf dimanches et jours fériés, au Bureau d'Etudes du Service des Travaux Publics et Transports à Lomé, de 9 heures 11 h. 30 et de 14 h. 30 à 17 heures.

Il pourra être remis un exemplaire du dossier aux entrepreneurs qui en feront la demande, et contre versement de la somme de 200 francs. La demande devra être adressée au Chef du Service des Travaux Publics du Togo.

DOMAINES

Avis de Bornage

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier

Le lundi 19 novembre 1945 à 13 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Dalavé, Subdivision de Tsévié, Cercle de Lomé consistant en un terrain rural, non bâti, de culture, planté de caféiers et des arbres fruitiers, en forme de polygone irrégulier d'une contenance de 1 hectare 65 ares 61 centiares, et borné au nord par terrain à Djoka, au sud par terrain à Gadédjévé, l'est par terrain à Assou et à l'ouest par terrain Djoka et Adado, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Justus Anumu Gunn, employé de Commerce, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en qualité de propriétaire suivant réquisition du 4 mai 1943, n° 1250.

Le mardi 20 novembre 1945 à 8 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Dalavé, Subdivision de Tsévié, Cercle de Lomé consistant en un terrain rural, non bâti, de culture, planté de caféiers et des arbres fruitiers, en forme de polygone irrégulier d'une contenance de 7 hectares 48 ares 25 centiares, et borné au nord par terrain à Andréas Ahiakpor, au sud par terrain à Edessé, à l'ouest par terrain à Eglahoun, à l'est par terrains à James Houédénou et à Normanya, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Justus Anunnu Gunn, employé de commerce, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en qualité de propriétaire suivant réquisition du 4 mai 1943, n° 1251.

Le lundi 26 novembre 1945 à 9 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tamagni, canton de Baguida, Cercle de Lomé consistant en un terrain rural, non bâti, en forme de polygone irrégulier sur lequel est planté de jeunes cocotiers d'une contenance de 1 hectare 45 ares 20 centiares, et borné au nord par terrain à Ayao Agbémadji, au sud par terrain à Djisséwoa, à l'ouest par terrain à Charles Doe Assah et à l'est par terrains

à Togbi Trévé et à Essé Gakpé, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Rudolph Kavégè, Boutiquier, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en qualité de propriétaire suivant réquisition du 23 août 1944, n° 1282.

Le mercredi 28 novembre 1945 à 9 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Adakpamé, canton de Bè, Subdivision et Cercle de Lomé consistant en un terrain rural, non bâti, en forme de polygone irrégulier complanté de cocotiers d'une contenance de 1 hectare 19 ares 87 centiares, connu sous le nom de « Akodessewa » et borné au nord par un marais, à l'est, au sud et à l'ouest par des terrains à Kouto Gnisso, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Joseph Aklassou II, Chef de canton Gros Bè, demeurant et domicilié à Gros Bè Hédjin, agissant en qualité de mandataire de : 1° — Togboui Adanto; 2° — Mihéso Adanto, propriétaires, suivant réquisition du 21 avril 1943, n° 1249.

Le conservateur de la propriété foncière, p. l.,
E. GUÉRIN.